



La lettre de **Nitassinan**

n° 74 - juin 2019 - juin 2020

Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques

21^{er} rue Voltaire, 75011 Paris, France - tél. 0143730580

info@csia-nitassinan.org - www.csia-nitassinan.org

<https://www.facebook.com/CsiaNitassinan1978/>



**Solidarité avec les communautés autochtones
menacées par le COVID-19**

www.indigenoumutualaid.org

Éditorial

La pandémie actuelle liée au COVID-19 nous rappelle à toutes et à tous les effets catastrophiques de l'être humain sur la nature. Cette crise sanitaire est un coup d'alarme porté au modèle du monde capitaliste qui se nourrit depuis plus de cinq-cent ans du colonialisme, de l'exploitation effrénée de la Terre-Mère et de ses ressources, ce à quoi il faut ajouter aujourd'hui le réchauffement climatique. Depuis des décennies, les peuples autochtones et leurs prophéties nous mettent en garde contre l'avènement de telles catastrophes si nous ne changeons pas de paradigmes. En octobre dernier, les déléguées autochtones présentes à Paris à l'invitation de notre association, nous ont parlé de cette nécessité de stopper les projets extractivistes liés aux énergies fossiles, de préserver l'Amazonie, poumon de l'humanité, et de remettre les femmes en première ligne dans la construction d'un autre futur pour toutes et tous. Vous retrouverez leurs témoignages dans ce numéro. Notre association reste mobilisée aux côtés des peuples autochtones qui défendent leurs terres et territoires à la fois contre les projets qui les menacent, mais aussi contre la propagation du virus. Restons mobilisé.e.s à leurs côtés, rejoignez-nous dans ce combat.

Sylvain Duez-Alesandrini

Nota Bene : Le CSIA-Nitassinan vous propose cette Lettre qui a été réalisée de façon particulière pendant le confinement alors que nous n'avions

Retour sur la Journée de solidarité avec les peuples autochtones des Amériques 2019

" Femmes autochtones, protectrices de la terre, de l'eau et du climat "

La Journée internationale de solidarité avec les peuples autochtones des Amériques, organisée à Paris sans discontinuité par notre association depuis 1980, a été dédiée en 2019 à la lutte des femmes autochtones. En plus de la célébration du 12 octobre, nous avons organisé pour les déléguées qui nous ont fait l'honneur de répondre à notre invitation : rencontres politiques (Ministère des Affaires Étrangères, UNESCO, Nations Unies...), lobbying sur les banques finançant des projets sur leurs territoires, tournée européenne, projection et rassemblement en hommage aux femmes autochtones disparues et assassinées, concerts, etc. Cette journée en octobre dernier a également précédé le lancement de la sortie sur les écrans en France, mais aussi dans plusieurs pays d'Europe, du film *Warrior Women*. Un magnifique projet militant et mémoriel initié par le CSIA-Nitassinan et réalisé en partenariat avec *Lardux Films*.

Nous remercions chaleureusement nos partenaires cette année : la Mairie du 2^e arrondissement de Paris, la Fondation « Pour un Autre Monde », Anne Pastor de la plateforme « La Voix des Femmes Autochtones », le Centre de Documentation, de Recherche et d'Information des Peuples Autochtones (Docip) et WECAN International.



Photo: Gerald Lebrun

Mapuche

"De nos jours, nous, les femmes autochtones de tout le continent américain, faisons avancer le processus de lutte"

Millaray Painemal Morales, historienne Mapuche, coordinatrice du Réseau de Femmes Mapuche Trawun pu Zomo de la Commune de Chol Chol (IXe Région du Chili), nous a fait l'honneur d'ouvrir cette 39^e journée de solidarité avec les peuples autochtones des Amériques, sur le thème " Femmes et Peuples originaires : vers la décolonisation du genre".



Photo: Gerardo Lebrun

Marri Marri Kom pu che – Buenas tardes a todas a todos

Bonjour à toutes et à tous.

Nous demandons la permission aux esprits de ce territoire de nous rassembler ici, et nous leur demandons de l'aide pour que cette rencontre soit imprégnée de force et nous apporte une pluie d'espoir pour le bien-vivre de nos peuples.

Je remercie les esprits de mes aïeux qui m'ont menée jusqu'ici. Je salue chacun d'entre vous de façon fraternelle et solidaire, les délégués et déléguées des peuples originaires du Canada, du Mexique, des Etats-Unis et de la Guyane "française".

Tous les 12 octobre, et depuis de nombreuses années, le Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques-Nitassinan invite à la Journée de Solidarité des peuples autochtones des Amériques. Cette année est dédiée aux luttes et résistances des femmes qui appartiennent aux peuples originaires de l'Abya Yala.

Tout au long de l'histoire, nous les femmes nous avons été un élément important des luttes de résistance de nos peuples en assumant des rôles de dirigeantes au sein de nos communautés et organisations, tout en transmettant notre culture aux

nouvelles générations et en luttant pour notre identité et notre culture. Mais l'histoire officielle dominante a rendu invisible notre contribution et a tenté de folkloriser nos corps et nos traditions.

Les femmes amérindiennes, comme Bartolina Sisa, en Bolivie, Fresia Yanequeo, au Chili, parmi beaucoup d'autres, ont brillé par leur immense courage et leur résistance, face au pillage territorial.

Au Chili, lors de la décennie 90, dans un contexte de retour à la démocratie, une nouvelle loi indigène a été créée mais elle n'a pas réussi à accomplir les attentes du mouvement mapuche, et des projets d'investissement dans les territoires mapuche ont commencé à s'installer. L'un d'entre eux est celui de la centrale hydroélectrique Ralco, situé dans la région du Alto Bio Bio. C'est là que les sœurs Berta et Nicolasa Quintreman sont devenues des opposantes inébranlables et de grands symboles de la résistance.

Au Honduras, en 2016, Berta Cacéres, dirigeante du peuple Lenca, a été assassinée car elle s'opposait au projet hydroélectrique Zarca, sur le fleuve Gualcarque. Au sud du Chili, Macarena Valdés a été assassinée par une transnationale. La machi Millaray Huichalaf de la communauté Kintuante lutte contre l'entreprise norvégienne Statkraft qui veut installer un barrage hydroélectrique qui occasionnera de graves dégâts dans la rivière Pilmaiquén, à Osorno. C'est pourquoi elle a été poursuivie et emprisonnée. À Concepcion, Lorenza Cayuhan a été contrainte d'accoucher menottée.

De nos jours, nous, les femmes autochtones de tout le continent américain, faisons avancer le processus de lutte pour affronter les politiques néolibérales qui saccagent les territoires, persécutent et assassinent nos leaders.

Dans le sud du Chili, des jeunes tels qu'Alex Lemun, Mathias Catrileo et, dernièrement, Camilo Catrillanca, ont été assassinés par l'État chilien et il n'y a

toujours pas de justice pour eux.

Aujourd'hui, à 527 ans de la conquête espagnole, nous nous trouvons dans un processus de luttes contre l'extractivisme, contre les entreprises minières et forestières qui ont provoqué l'assèchement des puits, des marécages, des fleuves et la conséquente disparition des plantes médicinales, ce qui constitue une grave atteinte à nos rôles de médecins et de gardiens de la nature.

Au Chili, tout comme dans d'autres pays, le traité transpacifique (TPP) est sur le point d'être approuvé et il entraînera d'énormes conséquences négatives pour nos peuples originaires, comme la privatisation de nos semences et de la biodiversité. D'autres problématiques, comme le manque de terres et l'appauvrissement de nos communautés, obligent les jeunes à migrer vers les grandes villes ou les zones agricoles à la recherche de travaux saisonniers. C'est là où les femmes doivent exposer leur corps à des pesticides et travailler dans des conditions de travail déplorables. En attendant, l'État est fier d'exporter les meilleurs fruits et le meilleur vin aux marchés européens.

Face à ce scénario du capitalisme et de la globalisation, l'un des points clés est la coordination des luttes entre femmes paysannes et autochtones avec des secteurs marginaux et discriminés du monde urbain. Ainsi, unies dans la diversité, nous pourrions affronter le capitalisme en ayant pour objectif un monde exempt de violence, un monde solidaire, en harmonie et en équilibre avec la Terre-Mère. C'est pour cela que nous avons été et sommes toutes invitées.

Millaray Painemal Morales

Traduction : Lise Bouzidi
(Terre et liberté pour Wallmapu)



Femmes autochtones gardiennes de l'Amazonie - Notre territoire, notre corps, notre esprit

La première table-ronde "Femmes autochtones gardiennes de l'Amazonie. Notre territoire, notre corps, notre esprit" a rassemblé Daiara Tukano (Tukano du Brésil, artiste autochtone et coordinatrice de Radio Yandé), Vanessa Joseph (Kali'na de Guyane "française", vice-présidente de la Jeunesse Autochtone de Guyane - JAG) et Clarisse Taulewali Da Silva (Kali'na de Guyane "française", porte-parole de la JAG). Cette table était modérée par Anne Pastor, journaliste à France Inter et fondatrice de la plateforme "La Voix des Femmes Autochtones", dont le but est la préservation et la diffusion de la parole des femmes autochtones à travers le monde. Le portrait vidéo de Patricia Gualinga (Kichwa de Sarayaku en Equateur), activiste pour les droits de la nature en Amazonie équatorienne, a apporté une quatrième voix au débat.

Anne Pastor : [...] En Guyane, le fameux projet de Montagne d'Or, qui pourrait affecter de manière définitive le territoire, ce territoire français, a semble-t-il été abandonné...

Vanessa Joseph : C'est un projet qui est « abandonné », avec de gros guillemets...

Anne Pastor : Justement, avec de gros guillemets. Alors, est-ce qu'il y a des gens qui ne connaissent pas encore le projet ? Vous voulez faire un petit rappel, sur le projet ?

Vanessa : Le projet Montagne d'Or est un projet de méga-mine, donc large comme deux Stade de France, suffisamment profond pour y mettre la Tour Eiffel sans qu'on en voit le sommet. Finalement, la population s'y est opposée, en tous cas une partie de la population. La pression nationale a fait que le Président est revenu sur sa décision et a décidé de mettre fin à ce projet, en tout cas le projet en l'état. A l'ONU, il y a quelques semaines, ils ont confirmé l'abandon de ce projet. Mais en fait, c'est plutôt une transformation du projet. Le projet en lui-même n'est pas validé dans tout ce qui avait été prévu pour le fonctionnement de cette mine. Aujourd'hui, on nous propose d'autres types de mines, des mines plus 'vertes', des mines les plus propres possibles,



Photo. Christine Prat



Photo. Christine Prat

sachant qu'il n'y aura jamais de mines propres, elles rejeteront toujours des déchets. Une mine reste une mine. Après, il y a des gens qui travaillent dans ce domaine, on verra où tout cela va nous mener. En tout cas, le projet Montagne d'Or n'est pas abandonné, il est juste abandonné en l'état, il va juste être modifié, c'est tout ce qu'il faut retenir.

Anne Pastor : D'autant que votre nature est déjà malmenée...

Vanessa : Oui, je suis sûre qu'il y a aussi des choses dont nous ne sommes pas au courant. Entre le bois, l'or et d'autres minerais qui font l'objet de recherches actuellement... Et il y a aussi l'orpillage illégal, donc l'utilisation du mercure par les *garimpeiros*, des orpailleurs illégaux qui sont d'origine brésilienne pour la plupart. Il y a aussi des Surinamiens, il y a aussi des Français qui y participent. Donc, il y a utilisation de mercure, qui est rejeté dans les eaux de Guyane, donc les principaux fleuves sont touchés.

Anne Pastor : Ça a quand même des conséquences sur la chasse, la pêche, et forcément sur la santé des Amérindiens et des enfants.

Vanessa : La vie dans les villages tout court aussi. On sait très bien que la consommation de mercure porte atteinte à la santé de la personne, que ce soit des adultes ou des enfants, et des enfants à naître. L'orpillage illégal amène aussi toutes sortes de trafics, des trafics d'humains, de la prostitution. Il n'est pas rare de voir des cas de prostitution dans nos forêts, des assassinats, des échanges de tirs avec les villages. J'ai pu le voir dans un reportage il y a quelques années, ils appelaient la Guyane le 'Far West français'. Et dans l'intérieur, il est vrai que ça y ressemble plus ou moins. Pas totalement, ce n'est pas exactement ce qu'on essaie de vous faire croire, mais quand on vous dit qu'il y a des échanges de tirs, que certains villages vivent dans la crainte, c'est vrai.

Anne Pastor : Alors, effectivement, un climat d'insécurité et de violence qu'on trouve aussi, malheureusement, au Brésil, en Amazonie. Je crois que durant la campagne, Bolsonaro disait même que les lois de protection de la forêt représentaient un obstacle au développement économique du pays, et il avait promis de les faire tomber. On a l'impression quand même qu'il tient parole.



Photo. Christine Prat

Daiara Tukano : Ce monsieur, au moins, paraît très engagé à réaliser ce qu'il dit, ce qui n'était pas nécessairement le cas du gouvernement antérieur. Mais l'Amazonie a toujours été la cible de toutes sortes d'attaques et la lutte des peuples autochtones au Brésil est une lutte permanente depuis au moins 519 ans. Et ce n'est pas un gouvernement qui puisse être plus violent qu'un autre, c'est une violence permanente. Cependant, en ce moment au Brésil, il faut bien dire que la violence s'institutionnalise, par le discours du chef de l'Etat, qui apporte une espèce d'impunité à tous les crimes qui sont commis sur nos territoires et contre notre population.

Anne Pastor : Il est même extrêmement clément concernant l'abattage forestier !

Daiara : Oui ! Je ne sais pas personnellement si c'est intéressant de parler directement de ce monsieur au début de cette discussion, parce que le mouvement autochtone a beaucoup plus de choses à dire. Également, pour cette table-ronde, qui a pour titre 'Notre corps, Notre territoire, Notre esprit'. 'Notre Territoire', c'était le titre de la première marche des femmes autochtones, que nous avons réalisée au mois d'août à Brasilia et qui a marqué un moment très important où les femmes sont sorties d'un peu partout dans le pays. On a rassemblé 1500 femmes de partout pour marcher face au gouvernement actuel. Évidemment, l'Amazonie a toujours été en danger, elle est en danger depuis l'année 1500 au moins. Sur nos territoires, c'est l'exploitation de ce qu'on appelle

les ressources naturelles et aussi la continuité d'une relation coloniale, raciste, qui continue à essayer d'envahir tous nos territoires d'existence, non pas seulement les territoires physiques, la terre elle-même, mais aussi à nier l'existence des peuples autochtones. Donc, c'est quelque chose de bien plus complexe que seulement le gouvernement Bolsonaro, et c'est clair qu'en ce moment, on est arrivé à une situation de déboisement qui met la forêt en danger imminent. Il y a encore une vingtaine d'années, une trentaine d'années peut-être, quand nous avons eu l'Eco 92 à Rio de Janeiro, il y avait déjà mille alertes, montrant que la déforestation en Amazonie avait une limite, avant que la forêt ne commence à s'affaiblir d'une façon irréversible, limite qui à l'époque était de 20% de déforestation. Et seulement cette année, avec le gouvernement Bolsonaro et avec cette garantie d'impunité des grands fermiers, des grands propriétaires terriens, et la promesse d'une exploitation minière en Amazonie et aussi l'exercice de tentatives de flexibiliser tous les droits environnementaux pour permettre cette exploitation, on a déjà dépassé de loin les 20% qui tenaient la forêt debout, et ce n'est pas pour rien qu'elle commence

à brûler un peu partout, de façon criminelle, et ce n'est pas pour rien non plus que les grandes industries, le grand lobby de l'agrobusiness et de l'exploitation minière font de plus en plus pression sur le gouvernement – c'était aussi le cas pour les gouvernements antérieurs – pour construire un discours où, encore une fois, le progrès économique se fiche absolument de la vie des peuples autochtones, de la vie de la forêt, et de tout ce qu'il y a dedans.

Anne Pastor : Mais il me paraissait important de recontextualiser et de préciser qu'effectivement, depuis 2018, le processus s'est accéléré, et qu'on est aujourd'hui véritablement en situation de danger. [A ce moment de la discussion, Anne Pastor présente le portrait vidéo de Patricia Gualinga, puis s'adresse à Clarisse Da Silva.]

Anne Pastor : Voulez-vous rebondir sur la dernière phrase de Patricia Gualinga ? Le message qu'elle prononce à chaque conférence, ce concept de 'forêt vivante' qui pourrait être une alternative, en tout cas une idée pour résoudre les conséquences du changement climatique. Aujourd'hui, elle s'adresse au monde entier. En tout cas, on voit bien qu'à travers l'importance des droits de la nature, de la Terre, c'est finalement toute la question identitaire qui est posée. Et, en particulier, pour vous, les Kali'na, vous qui êtes là depuis près de 10 000 ans sur votre terre d'origine, qui essayez de continuer à vivre avec votre mode de vie, votre langue, vos croyances, vous qui êtes engagés depuis quelques décennies dans un processus de revendication territoriale, de reconquête, même, de la terre.

Clarisse Da Silva : Là, on parle beaucoup de droit à la terre, de



Photo. Gerald Lebrun



Photo: Christine Prat

la relation avec la terre, donc c'est un sujet sensible en ce moment. Je pense que l'on va plus parler de la relation que nous avons avec la tradition et les cultures, donc la question identitaire en soi. Je suis artiste Kali'na, dans mon travail artistique je traite beaucoup de la question identitaire, la question de l'autochtonie, de la relation que les jeunes ont avec les traditions, les coutumes, etc. Aujourd'hui, il faut savoir qu'en Guyane il y a une déperdition de la culture. Je fais partie de cette génération qui n'a pas grandi avec la culture. C'est la conséquence des 'hommes amérindiens' – les pensionnats. C'était une éducation religieuse obligatoire. Ma mère y est allée, toutes mes tantes et mes tontons y sont allés. Il y avait une évangélisation, une éducation à la française, il fallait chanter *La Marseillaise*, les langues autochtones étaient interdites, et c'était toujours le cas il y a quelques années, c'est ce que nous avons dénoncé également. En internat ou en famille d'accueil, c'était pareil. Je pense, qu'inconsciemment, ma mère regardait ce processus selon lequel il ne fallait pas parler notre langue, donc nous avons grandi avec ça, nous ne parlons pas la langue kali'na. Maintenant, nous faisons un travail là-dessus, nous essayons d'apprendre de plus en plus de mots, quelques phrases, ce qui n'est déjà pas mal. Mais avec le choc des sociétés, le mode de vie à l'occidentale, le développement, je ne suis pas en tenue traditionnelle, je porte des baskets, un pull à la mode, je parle français, je vais à l'école. Donc ma

relation avec la tradition est un peu compliquée, je n'ai pas été tout de suite intéressée par tout ce qui était culturel. J'ai commencé à me revendiquer à l'âge de treize ans, lorsque j'ai commencé mon travail artistique. Ensuite, lorsqu'il y a eu des mouvements sociaux et une très forte revendication identitaire, ça a engagé les jeunes, d'où la visibilité de la *Jeunesse Autochtone de Guyane*. Maintenant nous essayons de nous réapproprier toute cette relation. Aujourd'hui encore, il y a très peu de jeunes qui font l'effort d'aller en forêt, ils sont très peu intéressés. J'ai été l'une des premières jeunes à aller en forêt avec Jean-Jacques Agevi, qui est un très grand artiste kali'na, qui fait un travail de réappropriation. Et il faut ensuite pouvoir garder en tête et transmettre aux jeunes tout ce travail culturel. C'est vrai qu'aujourd'hui c'est très compliqué, il y a encore des histoires à apprendre, en tant que jeune, j'en apprend tous les jours.

Anne Pastor : Alors il faut quand même préciser, pour ceux qui ne connaissent pas bien ce sujet, effectivement, avec la scolarisation massive, en particulier pour ceux qui étaient à l'intérieur, les 3000 Wayana ou Wayampi, devaient quitter, leur famille dès l'âge de onze ans pour aller sur le littoral, ils ne pouvaient donc pas suivre l'enseignement traditionnel, et, au bout du compte, c'est une génération qui est aussi en perte de repères. On parle beaucoup de drogue, d'alcool, mais aussi et surtout, et vous en avez beaucoup

parlé, de taux de suicides absolument énormes, de vingt fois supérieurs à la moyenne nationale. Je crois que depuis le mois de janvier, dans la communauté Wayana, ils ne sont que 1500, et il y a quand même eu 13 suicides. C'est absolument énorme et, effectivement, peut-être que cette reconnexion, et ce travail que vous faites à travers l'art, permet de retrouver un peu toutes ces valeurs traditionnelles et de savoir qui l'on est.

Clarisse : Effectivement. Aujourd'hui, la particularité de notre génération c'est qu'elle vit entre deux mondes et elle doit faire avec ces deux mondes. C'est-à-dire que nous devons pouvoir avancer avec notre identité, donc avec les coutumes, pour garder une connexion avec nos Anciens, avoir une connexion avec notre identité. Mais il faut aussi savoir s'intégrer, on parle beaucoup d'adaptation, c'est ce que nous faisons depuis des années. C'est souvent difficile, on le voit avec les suicides de jeunes Amérindiens. Ils ne sont pas habitués à la vie en ville, ils sont complètement en terre inconnue. C'est quelque chose que j'ai connu moi-même, je vis depuis un an en métropole, c'était très compliqué. C'est un autre mode de vie, nous sommes loin de la famille, loin du cocon familial. Heureusement, j'avais mes sœurs avec moi. Imaginez des jeunes qui partent tout seuls, c'est déjà difficile à Cayenne, alors imaginez, en France métropolitaine ! Et on parle aussi beaucoup de discrimination. Moi, j'étais

en prépa artistique, j'ai voulu développer tout ce travail artistique autour de la culture et de la tradition, et c'est vrai qu'au cours de cette année, même si je me suis rendue compte, un peu trop tard à mon goût, ce qui a développé mon mal-être c'est le fait qu'on ait voulu contrôler mes messages, qu'on ait voulu contrôler cette quête identitaire. Certaines fois, on ne voulait pas que je fasse certaines choses, on voulait que je retire des symboles kali'na de certaines productions, on voulait complètement déformer des dessins. C'était déjà assez violent, donc, si moi je l'ai vécu comme ça, et pourtant il y a pire, on peut se demander comment ça doit être pour des jeunes qui sont sans repères.

Anne Pastor : Finalement, ce que vous revendiquez c'est une identité propre, un droit aussi à la différence, d'être vous-même dans cet Etat français...

Clarisse : Oui !

Anne Pastor : Oui, mais il faut quand même le réaffirmer, parce que ce n'est pas forcément évident. Quand on suit, par exemple, des cours au collège et qu'on entend parler de TGV, d'autoroutes, on a l'impression qu'effectivement, toute l'identité autochtone est totalement mise à part, exclue...

Clarisse : En fait, en Guyane, c'est autre chose. C'est une terre pluriculturelle, tout le monde vit en communauté. Nous sommes conscients qu'il y a des peuples autochtones, des Bushinengués, des communautés créoles, haïtiennes, brésiliennes, etc. Nous vivons au quotidien avec ces différences, mais nous ne les voyons pas. Un sujet sur lequel je travaille beaucoup aussi, c'est la manière dont l'ancienne génération vivait la Guyane et dans laquelle,

maintenant, la nouvelle génération grandit. Avant, on voyait qu'il y avait d'un côté les Créoles, les Amérindiens de l'autre. Aujourd'hui, c'est un peu différent. Nous allons à l'école avec tout le monde, dans ma classe il y a des Créoles et des Brésiliens, des Bushinengués et des Hmong, et nous ne voyons pas nos différences. Je suis amie avec des Créoles, nous parlons facilement des problèmes politiques. Nous n'avons pas la même vision que la génération d'avant. Nous avons plus de facilités pour communiquer, et nous disons souvent que c'est quand la nouvelle génération va reprendre le flambeau que ça va mieux se passer. Et à l'école, j'ai toujours eu la chance d'avoir des professeurs qui nous faisaient des cours sur l'histoire de la Guyane, qui nous poussaient à valoriser nos différences, valoriser nos cultures, donc, sur ce plan, nous avons été très bien encadrés. Je parle plus de la France métropolitaine où c'est difficile, mais en Guyane on commence à faire un travail de valorisation des cultures et je trouve que c'est une bonne chose, car en Guyane je ne me sens pas forcément mal. Ce n'est pas comme en métropole.

Anne Pastor : Effectivement. Et puis il y a des projets qui sont initiés, comme le projet SAVA [Savoirs Autochtones Wayana et Apalaï], qui a été initié par des anthropologues, le Quai Branly avec les Wayana, qui effectivement concerne leurs objets, parce que malheureusement, ces cinquante dernières années tous ces objets ont disparu, ont été volés ou ont été vendus. Aujourd'hui, ils vont les voir dans les musées et font tout un travail de réappropriation de leur culture et de leur identité.

Transcription : Christine Prat

Solidarité Brésil

Le CSIA participe à la Coalition Solidarité Brésil



Dans le contexte de criminalisation croissante des mouvements sociaux au Brésil, 17 organisations de solidarité internationale françaises, dont le CSIA-Nitassinan, ont formé la Coalition Solidarité Brésil en décembre 2018. L'enjeu est de faire converger leurs actions en soutien aux acteurs de la société civile brésilienne. La Coalition est une réponse apportée à l'alerte lancée par plusieurs organisations partenaires brésiliennes, qui interpellent sur la détérioration de la situation de la démocratie au Brésil et sur le nombre croissant de violations des droits humains sur ses territoires.

Le CSIA-Nitassinan y apporte son expérience et expertise sur la question spécifique des droits des peuples autochtones. En janvier 2020, la Coalition a annoncé la création d'un baromètre d'alerte sur les menaces auxquelles sont confrontées à la fois les peuples autochtones, mais également plus spécifiquement la jeunesse, les femmes et les membres de la communauté LGBTQ2+.

Cet outil est accessible en version papier et sur Internet.

Pour plus d'informations : <https://lebrasilresiste.org/>



Photo: Christine Prat

Désinvestir des énergies fossiles, investir dans le futur, protéger

La deuxième table-ronde de la notre Journée d'octobre s'intitulait "Femmes autochtones, protectrices de la terre, de l'eau et du climat - Désinvestir des énergies fossiles / Investir dans le futur / Protéger". Nous avons eu la chance d'accueillir sur ce panel Michelle Cook (Diné / Navajo), avocate spécialisée dans la défense des droits des peuples autochtones, membre de WECAN et coordinatrice de la campagne de désinvestissement "Divest, Invest, Protect". A ses côtés, Hartman Deetz (activiste Wampanoag) relate les luttes décoloniales dans lesquelles son peuple est actuellement investi. Enfin, la réalisatrice abénakise Kim O'Bomsawin partage avec nous son expérience en tant qu'artiste engagée dans la libération de la parole des femmes et des hommes autochtones. Elle revient ainsi sur son film *Ce Silence qui tue*, sur le trauma intergénérationnel des pensionnats dits "indiens" et sur le fléau des féminicides au Canada.



Photo: Christine Prati

Michelle Cook (Diné / Navajo)

« En termes de campagne de désinvestissement, je ne me considère pas tant comme une lobbyiste, que comme un agent de contrôle de la réalité, et quelqu'un qui ne fait qu'exprimer des faits et des vérités. En fin de compte, je pense qu'une chose importante, dans ce que nous faisons, est que nous ne demandons pas à ces banques d'avoir pitié de nous, mais nous leur donnons un clair avertissement sur le fait que leur temps de domination de cette Terre touche à son terme.

« Après l'affaire du *Dakota Access Pipeline*, un oléoduc combattu par plus de 10 000 personnes, au cœur même des États-Unis d'Amérique, nous avons pu obtenir, sous le gouvernement Obama, que la construction de l'oléoduc soit interrompue. Cependant, lorsque le gouvernement Trump est arrivé au pouvoir, en quelques jours cette décision a été niée, et le projet d'oléoduc a été autorisé à continuer, et à passer sous le fleuve Missouri. Avant cela, à partir du 20 août 2016, j'avais pu voir comment les gens de notre peuple étaient maltraités. J'ai vu, j'ai été témoin, et j'ai fait des rapports sur les attaques de chiens, les traces de morsures sur la poitrine de mes semblables, sur la poitrine des femmes. J'ai dû dormir en me demandant si mes amis

ne seraient pas assassinés. Nous avons dû voir deux de nos précieux membres de la tribu diné gravement blessés. Ils ont perdu des yeux à cause de l'utilisation par la police d'armes soi-disant 'non-létales'.

« Ainsi, lorsque l'oléoduc a été autorisé, après que le gouvernement Trump soit entré en fonction, pour moi, pour ma propre guérison et mon propre bien-être, j'ai eu besoin de savoir qui payait pour cela. Il fallait que je les vois, c'était important. Il fallait que j'aie là où ils se croyaient en sécurité. Et il fallait qu'ils me voient, afin que toutes les larmes et toute la souffrance que je devais porter ne soient plus les miennes, et qu'ils reprennent pour eux toute la violence et tous les traumatismes qui nous ont été causés par leurs finances. Alors, quand nous sommes allées dans ces banques, j'ai laissé toute cette souffrance avec eux, j'ai laissé les traumatismes dans les murs de leurs institutions. Je pense que si, à la base, nous essayons de changer les lois de la finance, à un niveau beaucoup plus profond, ce que nous faisons est en fait un exorcisme du système, de l'esprit de prédation. Celui-ci existe depuis longtemps sur cette planète et nous a déconnecté de qui nous sommes, nous a aliéné de notre héritage en tant que créatures sacrées, enfants sacrés de cette Terre.

« Ainsi, j'ai appris beaucoup de ces réunions. En particulier d'une Assemblée Générale annuelle des actionnaires. Quand nous nous sommes approchées de l'immeuble, je pouvais voir des *snipers* sur le toit. Et nous étions là, des femmes amérindiennes. Qu'avions-nous fait ? Pourquoi fallait-il un *sniper* au-dessus de nos têtes ? Qu'avions-nous de plus que mes plumes, du pollen et des herbes médicinales ? Donc, je suis allée à cette réunion avec ces fusils pointés sur nous, et c'est ce que les autres femmes ont aussi fait. Nous étions surveillées et suivies, probablement par des agents de la sécurité. A chaque fois que j'allais aux toilettes, j'étais suivie, chaque geste que je faisais était surveillé. Parce que nous étions entrées dans le temple de leur Dieu, parce que l'argent est le Dieu des colonisateurs, il a remplacé le sacré. Alors, au lieu de prières, on entend les chants du marché, au lieu de voir les symboles sacrés de la vie, on voit leur image mercantile. C'est une prière à l'envers. Quand je me suis retrouvée dans cette réunion, c'est ce que j'ai ressenti... Beaucoup de gens qui nous ont vu disent 'Oh, vous devez être si courageuses !', mais nous ne sommes courageuses que parce que nous devons l'être, courageuses par nécessité, il le faut, il faut que je le sois. Et, malgré ces hommes armés qui me suivaient, j'ai dû méditer et me dire 'je vais



Photo: Christine Prati

le faire, je peux le faire'. Je pense que tout le monde a de ces moments où on va être confronté à quelque chose qu'on pense ne pas pouvoir faire. Mais il faut s'efforcer de surmonter ses peurs, afin d'être capable de faire ce qui va être nécessaire pour sauver cette planète. J'étais la dernière à prendre la parole à cette Assemblée Générale des actionnaires, mais dès que ma première camarade est montée sur scène, le public s'est mis à nous siffler, à hurler et à nous huer. Immédiatement, lorsque nous étions sur scène, bien qu'il y avait encore des actionnaires qui parlaient, nous avons senti comme une vague de d'hostilité. La méditation indispensable, face à l'adversité, a été très difficile. Ils veulent vous faire tomber, pour que vous ne puissiez dire la vérité. Mais j'ai compris ce qu'il se passait, et grâce à la méditation et

génocide climatique auquel nous sommes actuellement confrontés.

Nous demandons aussi aux gens : 'quelles sont vos valeurs, que vous a-t-on dit à ce sujet ? Est-ce que votre valeur est seulement fondée sur ce que vous gagnez ? Est-ce que votre valeur est fondée sur votre sexe ? Est-ce que votre valeur est fondée sur votre race ? Etes-vous assez bien, sommes-nous jamais assez bien ? Sommes-nous complets ? Atteignons-nous jamais la plénitude ?' Nous n'atteignons jamais la plénitude dans ce système capitaliste. Dans nos sociétés autochtones, cet enseignement nous est prodigué avant la naissance. Quand le bébé est encore dans le ventre de sa mère, il entend des chants, in-utero, et reçoit alors le code de l'ancienne connaissance de qui on est. Cela fonctionne ainsi car lorsque l'on vous a ôté

d'intersection qui nous ont amenés à ce problème actuel de génocide climatique.

« Ainsi, nous les peuples autochtones, sommes les gardiens du savoir du temps d'avant, et c'est pourquoi il est si important de les écouter et de suivre leur direction. Parce que, pour survivre, nous devons nous réaligner, pour que nous survivions tous, vous devez vous guérir. Nous approchons du 400^{ème} anniversaire du débarquement des premiers navires sur nos côtes, et maintenant, des Autochtones reviennent ici, et nous voyons le cercle s'accomplir. Et je vois votre présence ici comme ce que j'espère être un réveil des peuples d'Europe. Se réveiller et rallumer l'esprit sacré à l'intérieur de nous tous, afin que nous puissions guérir et recoller ce qui a été brisé. Alors, je vous invite à vous joindre à nous, et à bien comprendre que je ne suis pas différente de vous, que nous ne sommes qu'un, que nous sommes un seul peuple. Nous ne devrions pas être divisés et nous devons nous unir, nous devons nous rassembler maintenant, il ne reste plus de temps. Je vous invite à nous rejoindre et à vous autoriser à suivre votre but le plus élevé et à trouver comment vous pouvez contribuer et ce que vous pouvez faire pour participer à la guérison de cette Terre et guérir ce qui a été blessé par la colonisation. En ce qui concerne les banques, c'est la partie la plus simple, il suffit de leur demander de respecter les droits humains. Mais pour vraiment changer et transformer la société, vous devez changer et vous transformer. Alors, de quoi avez-vous besoin, que voulez-vous entendre, étant donné que vous nous écoutez, que vous êtes tous ici, que voulez-vous entendre de nous ? Je veux que vous exigiez ceci de vous-mêmes : vous lever en même temps que le soleil – c'est ce que nous faisons et c'est ce savoir que je veux vous transmettre afin que vous puissiez vous reconnecter. Donc, levez-vous très tôt le matin, quand le soleil commence juste à se lever. Soyez disciplinés. Réveillez-vous et donnez ce que vous avez, un peu de tabac, du pollen ou de la farine de maïs. Offrez-le à la Terre et demandez à guérir. Demandez au Créateur de vous donner force et savoir. C'est par cette réciprocité, cette monnaie spirituelle que vous pouvez vous réaligner avec les forces de la nature et trouver ce qu'est le véritable pouvoir. Et c'est votre véritable héritage en tant qu'enfant sacré de cet univers ».



Photo. Christine Prat

la prière, j'ai pu maintenir un certain calme intérieur et leur délivrer un message qui leur donnait de bonnes raisons de nous huer. Alors, je pense que le simple fait d'amener des femmes autochtones dans ces institutions est en soi un acte d'exorcisme, parce que je pense que la présence même de femmes autochtones est un acte de purification de ces temples de la soi-disant 'civilisation' occidentale.

« Je pense que ce qui est unique dans cette campagne et dans le message que nous portons, en tant que femmes autochtones, dans ce mouvement de désinvestissement, c'est qu'il n'est pas seulement question de retirer l'argent de ces banques néfastes pour le placer ailleurs. En fait, ce que nous demandons, c'est aux individus de remettre en question cette abstraction même qu'est l'argent. Il faut impérativement comprendre l'histoire de la création des banques d'Europe, afin de comprendre, de raviver et de rétablir les anciennes traditions économiques des peuples autochtones comme alternatives possibles qui pourraient conjurer le

vos véritable identité, en tant qu'être sacré de cet univers, on ne peut plus comprendre qu'on a du pouvoir; ni comprendre qu'on n'est jamais seul, qu'on est toujours relié, toujours entouré des Ancêtres et de la Création, et que les Eléments sont nos parents.

« Ça a été la mission 'civilisatrice' de la soi-disant 'civilisation' occidentale, depuis le début du culte de Rome. Ce sont les Bulles papales, prononcées par le Pape Alexandre Borgia, qui ont produit la Doctrine de la Découverte, qui a permis la théorie de la 'Destinée Manifeste', pour autoriser la colonisation du monde entier, dont l'Europe. au mépris de ses tribus. Vous êtes seulement plus près du siège de l'Empire, depuis des siècles. Il se trouve que nous en sommes plus éloignés, et qu'ainsi, nous nous souvenons du temps d'avant le culte de Rome. Mais ce savoir et vos connections vous ont été arrachés violemment par l'Inquisition. Cette histoire de la colonisation, de l'impérialisme, du racisme et des violences de genre qui y sont inhérents, fait partie des forces

*Transcription et traduction :
Christine Prat
Mise en forme :
Aurélien Journée-Duez
et Sylvain Duez-Alesandrini*

**Hartman Deetz
(Mashpee Wampanoag),**

est actif dans des mouvements écologistes et autochtones depuis plus de 20 ans. Présent à Standing Rock et dans le Bayou Indien contre des projets d'oléoducs qui menacent le fleuve Mississippi, il est engagé dans la campagne demandant que la Loi sur la Réserve Mashpee soit réellement appliquée. Hartman est aussi artiste et créateur de bijoux.



Photo. Christine Prati

[Il se présente d'abord dans sa langue d'origine]. Je m'appelle Hartman Deetz, je suis de Mashpee et Wampanoag. Je pense que le plus simple est de parler des campagnes pour lesquelles je travaille actuellement : le drapeau de l'Etat du Massachusetts, et la Loi sur la Réaffirmation de la Réserve Mashpee. Ces problèmes sont interconnectés, comme beaucoup de choses dans ce monde.

Nous allons faire un peu d'histoire, étant donné que la plupart des problèmes des Autochtones ont leurs racines dans l'histoire. Beaucoup des maux infligés aux peuples des Amériques ont des origines qui remontent à des centaines d'années. Ce n'est que dans les toutes dernières décennies qu'on a commencé à en parler et les voir comme des torts.

Je vais m'adresser au public. Levez la main si vous avez déjà entendu parler de Wampanoag ? Quelques-uns. Alors je vais vous demander de lever la main si vous avez déjà entendu parler du 'Thanksgiving' américain.

On nous appelle généralement les Indiens. Les Pèlerins et les Indiens. Nous sommes les 'Indiens'. Mais on ne nous a jamais donné notre vrai nom. Alors, pour comprendre notre situation en tant que Wampanoag, il faut savoir que nous sommes sur notre territoire d'origine, ce qui n'est

pas le cas de beaucoup de peuples autochtones des Amériques. Mon père possède 0,8 hectares de terre, qui n'a jamais appartenu à un Blanc. C'est important. Malgré cela, il a fallu attendre 2007 pour que le gouvernement des Etats-Unis reconnaisse mon peuple comme tribu autochtone. Et maintenant, ils cherchent à s'emparer de ce qui représente moins de 1% de notre territoire restant, au moyen du renversement d'une décision par le gouvernement Trump (1). Pour comprendre la situation un peu mieux, il faut retourner aux années 1600. Nous avons signé l'Accord de 1621 avec les colons anglais. Il stipulait qu'ils respecteraient leurs lois et que nous respecterions les leurs, et que, si des gens de chez nous violaient nos lois, nous les punirions, et si leurs gens violaient leurs lois, ils seraient punis par les leurs dans leur juridiction. Ce traité a duré trois ans. C'est pourquoi la célébration du jour de Thanksgiving se réfère aux origines des Américains. Les Indiens et les Pèlerins.

Les Anglais n'acceptaient pas de négocier avec nos dirigeantes. Ils voulaient que nos femmes leur envoient leurs fils, leurs frères, leurs maris pour leur parler. Nous avions une puissante Reine, Weetamoo, qui contrôlait de vastes territoires. Les Anglais firent de nombreuses tentatives pour conquérir ses terres. Ils essayèrent de les acheter à ses fils, à ses frères. Ils réussirent à obtenir que certains membres masculins de sa famille acceptent de vendre. Ces affaires sont allées devant les tribunaux, qui ont admis qu'elle seule et personne d'autre ne pouvait revendiquer ces terres, et avait le droit de les vendre. Malgré cela, les actes furent reconnus par les tribunaux britanniques et confirmés. Ça a déclenché une guerre connue comme la 'Guerre du Roi Philippe'. Ils l'ont appelée ainsi parce qu'ils avaient choisi d'appeler l'homme à qui ils attribuaient la responsabilité de la guerre, Philippe. Ils refusaient d'apprendre à prononcer son vrai nom, Metacom. Cette guerre fut extrêmement violente, ce fut la guerre la plus violente sur le sol de

la Nouvelle-Angleterre. Des villes et des villages entiers furent détruits des deux côtés. Et ce qui a mis fin à la guerre – nous, les Autochtones, avions des alliés, entre autres des Abénaki – c'est que les gens ont cherché la paix et signé des traités selon les termes des vainqueurs, afin de retourner aux champs, pour recommencer à planter au printemps. Lorsque les gens sont sortis de leurs forteresses et sont retournés sur leurs terres à découvert, ils furent attaqués. Weetamoo fut tuée et son corps jeté dans la rivière. Philippe Metacom fut tué dans les marécages. Sa tête fut coupée, mise sur un pic et exhibée au centre de la colonie de Plymouth pendant plus de cinquante ans. Et maintenant, le drapeau du Massachusetts représente une épée au-dessus de la tête d'un Autochtone, avec la phrase 'Par l'Epée nous cherchons la Paix'.

En 2018, plus de 150 hectares, là-même où se trouvaient les terres de Weetamoo, le centre des terres qui ont déclenché la 'Guerre du Roi Philippe' sont devenus un point de conflit, étant donné qu'ils ont choisi ce terrain pour renverser la décision qui nous reconnaissait comme peuple autochtone, comme tribu, comme étant souverains. Ils ont prétendu que nous n'avions pas de liens historiques avec cette terre. C'est l'excuse qu'ils utilisent maintenant pour nous dépouiller de notre droit inhérent sur moins de 1% du territoire qu'il nous reste.

Ma tribu, ma communauté, compte environ 3000 personnes, et environ 120 hectares. Un acre fait environ 400 m², et nous avons 10 habitants par acre. Comment pouvons-nous continuer à exister en tant que Wampanoag sur notre territoire ? Si nous n'avons nulle part où habiter ? Comment pouvons-nous être Mashpee si nous ne sommes pas au bord du lac Mashpee ? Comment pouvons-nous être Mashpee si nous n'avons pas accès à la rivière Mashpee ? Ces eaux nous définissent. C'est ce qui nous donne notre identité de Mashpee. Nous avons un besoin urgent de justice. Nous avons lutté pendant des siècles, à travers les changements de lois, sous la domination anglaise, sous la Révolution Américaine. Sous la domination de l'Angleterre, nous étions des 'villes de prières' [communautés d'Indiens convertis au Christianisme, dans la colonie de la Baie

de Massachusetts – NdT]. Puis la Révolution Américaine est arrivée et nous sommes devenus des 'Districts Indiens', puis nous avons été incorporés à une ville officielle, puis reconnus comme tribu de l'Etat, et finalement comme tribu fédérale. Et maintenant, ils ont à nouveau changé les règles. Pour les Etats-Unis, nous sommes Indiens quand ça les arrange. Et nous ne le sommes pas quand ça ne les arrange pas.

Alors, nous espérons que le monde va faire pression, afin que les Etats-Unis reconnaissent les droits des peuples autochtones – qu'ils célèbrent tous les mois de novembre, selon leur mythe créateur – d'avoir une place où résider et exister.

Transcription et traduction :
Christine Prat

Note

1. Le 27 mars 2020, en pleine lutte contre le Covid-19, le Bureau des Affaires Indiennes a informé le président du Conseil Tribal que l'administration Trump avait décidé du "désétablissement" de la Réserve Mashpee Wampanoag. Soutien urgent https://sign.moveon.org/petitions/stand-with-the-mashpee?bucket&fbclid=IwARlFrTtGyxvTp_a7CqjXsbuzTYneWfLLJ8uHC3A0H-5VOYmX6wI87LIw5SA

Kim O'Bomsawin (Nation abénaquise)

Titulaire d'une maîtrise en sociologie, Kim O'Bomsawin est une réalisatrice abénaquise du Canada.



Photo: Christine Prat

Je m'appelle Kim O'Bomsawin, je suis Abénaquise. Mais je pourrais aussi me présenter ainsi : ce qui me définit en tant qu'Indienne, c'est mon certificat de statut d'Indien, mon numéro de registre est 0720169401. Je refuse de m'en souvenir par cœur.

Je vais vous parler d'un documentaire qui va sortir bientôt, qui aborde la question du génocide. Je ne sais pas si vous avez entendu parler de *l'Enquête sur les femmes autochtones assassinées et disparues* qui a eu lieu au Canada. Malheureusement, le gouvernement Trudeau a refusé de reconduire le mandat des commissaires. L'objectif était de rencontrer toutes les familles des victimes sur deux ans. Ça a été extrêmement difficile, et au final les commissaires ont conclu que c'est très important qu'on arrête de parler de génocide culturel, mais qu'on appelle les choses par leur nom et qu'on parle de génocide.

Avant l'arrivée des premiers bateaux, nous les Abénaqui, qui faisons partie du grand peuple Wabanaki, étions des millions sur le territoire, nous sommes maintenant quelques milliers. Donc il n'y a jamais eu de doute dans ma tête que mon peuple avait subi un génocide. Dans le documentaire, on a confirmé que, historiquement, le terme 'Solution finale'

vient de chez nous, de la loi sur les Indiens. Et puis la dépossession territoriale, qui nous a confinés dans ce qu'on appelle des Réserves Indiennes, a inspiré le système d'apartheid en Afrique du Sud.

Donc, le pays dans lequel je vis n'est peut-être pas le Canada que vous connaissez. La *Loi sur les Indiens* a été instaurée en 1876. Cette loi, qui nous régit toujours, stipule que nous sommes, nous les Autochtones – les 'Indiens', c'est encore comme ça que je m'appelle sur ma carte – les Indiens d'Amérique, nous sommes les pupilles de l'Etat, des mineurs au sens de la loi. L'objectif de la loi, en 1876, était de nous assimiler tous, jusqu'à ce qu'il ne reste plus d'Indiens. Pour faire en sorte qu'on ait plus le droit de vivre à l'intérieur de nos réserves, qu'on ne puisse plus être enterrés parmi les nôtres. Il faut savoir aussi que cette loi a toujours été extrêmement discriminatoire envers les femmes. Jusqu'en 1985, une femme autochtone mariée à un homme blanc perdait son statut d'Autochtone. Ma grand-mère, qui avait perdu son statut, a pu le récupérer après 1985. Mon père, qui est issu d'une mère et d'un père autochtones, est considéré comme étant de première génération. Il se marie avec ma mère en 1979. Ma mère qui est blanche obtient le statut d'Autochtone, parce que le statut passe par l'homme. Donc, issue de deux personnes indiennes, j'ai *a full Indian status*. Je ne sais pas ce que donnerait un test ADN, mais selon la loi, je suis 100% Autochtone. Alors que la sœur de mon père, mariée à un homme blanc, a perdu son statut. Elle a pu le récupérer, mais ses enfants sont considérés comme des enfants de deuxième génération puisqu'issus d'un père blanc et d'une mère autochtone. Mes enfants ont le droit d'avoir cette carte, mais pas leurs cousines. Cela a des conséquences très importantes pour nous. Quand ils ont mis sur pied cette loi en 1876, ils n'auraient jamais pensé que presque 150 ans plus tard on serait encore là, et pris dans des aberrations pareilles. Il y avait aussi les études :

un Indien instruit n'est plus un Indien, c'est-à-dire que dès qu'on obtenait un diplôme d'études secondaires, on n'avait plus le droit d'être un Indien au sens de la loi.

Ensuite ont été mises en place les réserves Indiennes, qui nous ont dépossédés de 99% de notre territoire. Qu'on pense simplement au mot 'réserve', c'est d'une violence ! Par exemple maintenant, au Québec, on est 55 – entre nous, on essaie de ne pas prononcer le mot 'réserves', parce que c'est un mot extrêmement péjoratif, on dit 'communautés'. Le but était d'accélérer la colonisation et de donner des lots de terrain aux colons. Et puis c'était trop fatiguant d'avoir des Indiens qui étaient nomades, il fallait les sédentariser de force. Par cette mesure on croyait aussi nous déposséder de beaucoup de pans de notre culture. Hartman l'a dit, si on n'a plus accès à notre territoire, à nos lacs, à nos rivières, à nos montagnes, qu'est-ce qui nous définit encore comme Autochtones ?

A partir de là, il fallait nous 'éduquer'. Donc, ils ont mis en place, dès 1876, les premiers pensionnats autochtones, des 'écoles résidentielles', où ont été envoyés 150 000 enfants arrachés à leurs familles. Idéalement, on envoyait les enfants le plus loin possible de leur communauté et on séparait aussi les fratries. Dans ces écoles, les sévices sexuels, psychologiques étaient la norme. Le précédent Premier Ministre, Stephen Harper, a reconnu les violences commises dans les pensionnats autochtones et il y a eu une énorme commission qui a étudié les conséquences des pensionnats. Ces écoles ne devaient pas durer non plus, on s'imaginait qu'après une ou deux générations il n'y aurait plus de 'Problème Indien'. Mais c'était ne pas avoir beaucoup de foi en nous et notre résilience. La dernière école résidentielle, dans le Saskatchewan, a fermé en 1996.



Ce régime colonialiste, ségrégationniste, a touché nos femmes très durement. Elles ont été des centaines de milliers à perdre leur statut. Je viens d'un peuple matriarcal et soudainement on nous a retiré ce rôle-là, ce pouvoir, et on nous a dit qu'on dépendait maintenant du pouvoir des hommes. Aujourd'hui, on doit encore composer avec les conséquences de ces mesures assimilationnistes, surtout les conséquences des pensionnats autochtones qui ont produit des traumatismes intergénérationnels et un cycle de violences dans nos communautés, duquel c'est extrêmement difficile de s'émanciper. Imaginez qu'on vous arrache à votre famille, ou qu'on vous arrache votre enfant de cinq ans, qu'on l'envoie à l'autre bout du monde. Du jour au lendemain, il n'y avait plus d'enfants dans nos communautés. Une tristesse immense s'est emparée de ceux qui restaient. C'est à ce moment-là qu'ont commencé les problèmes de consommation d'alcool. Les enfants partaient pendant 10 mois, le plus souvent terminaient le pensionnat vers l'âge de 17 ans, et revenaient seulement pendant deux mois l'été, le moment où nos peuples laissent reposer les ancêtres, les esprits et retournent à la côte. Or, notre mode de vie se vit davantage en forêt, du mois de septembre jusqu'au printemps. Dans les

pensionnats, le jeu était aussi de dire aux enfants que leurs parents étaient des sauvages, et qu'ils ne devaient pas parler leur langue. Donc, imaginez, après, la fracture qui se crée entre les générations. Les enfants brisés émotionnellement, qui rentraient dans leurs communautés après avoir subi des violences sexuelles, physiques, psychologiques, ne savaient plus pratiquer leur culture, ne savaient plus chasser, ne savaient pas subvenir à leurs besoins, et ça a créé des dynamiques de violences familiales. Les hommes et les femmes, on n'a pas la même façon de réagir à des traumatismes. Les hommes vont avoir tendance à porter cette violence envers autrui, alors que nous, les femmes, avons tendance à nous faire mal à nous-mêmes, à travers la consommation d'alcool, à travers le suicide. Ce n'est pas scientifique comme des statistiques, mais quand j'ai fait la recherche pour le film *Ce Silence Qui Tue*, ce serait autour de 8 femmes sur 10 qui disent avoir été victimes de violences sexuelles ou physiques. Donc, la violence est endémique. Malheureusement, les femmes autochtones qui quittent leur communauté se retrouvent confrontées en ville au cycle de la drogue et de la prostitution. Elles et leurs enfants deviennent des proies évidentes : au Canada, 50% des enfants pris en charge par le système de protection de

l'enfance sont Autochtones, alors que les Autochtones composent 5% de la population.

Cela fait plus de 40 ans que les femmes autochtones crient au monde entier que leurs sœurs disparaissent. On ne les a jamais écoutées, jusqu'en 2014, où une jeune fille, Tina Fontaine, qui avait 15 ans mais le visage angélique d'une enfant de 11-12 ans, a été retrouvée dans un sac poubelle au fond de la rivière à Winnipeg. Le pays s'est un peu réveillé. Il y a eu une enquête et on en est arrivé au chiffre de 1200 femmes autochtones assassinées ou disparues. Maintenant, même la Ministre des Affaires Autochtones a admis que le chiffre serait plus proche de 4000. Transposé à la réalité française, c'est comme si c'était l'équivalent de 100 000 femmes françaises assassinées ou disparues.

J'avais envie de vous raconter le pays dans lequel je vis. Il suffit de regarder dans l'angle mort de l'histoire de ce pays pour réaliser qu'il n'est pas le « plus bon pays du monde », et mon travail c'est de rendre visible cet angle mort, donc d'écouter notamment la parole des femmes autochtones qui se sont si généreusement livrées dans mon film et j'aimerais les remercier, parce que c'est pour elles que je suis ici aujourd'hui.

Transcription : Christine Prat



Chant en l'honneur des Femmes et filles autochtones disparues et assassinées par le rappeur de la Nation Mi'kmaq, Q-052

États-Unis

Désinvestissement - suite des actions contre Crédit Suisse et le financement de l'oléoduc DAPL

Le réseau international Women's Earth and Climate Action Network (WECAN) est une association à but non lucratif, créée pour que les femmes du monde entier s'impliquent dans la défense de politiques, des projets sur le terrain, de l'action directe, des formations et la création de mouvements pour la justice climatique mondiale. Nous publions ci-après le communiqué de presse de WECAN et Divest Invest Protect : instance spécifique déposée par Michelle Cook, Waste Win Young, et Osprey Orielle Lake auprès de l'OCDE contre le Crédit Suisse, ses financements du DAPL et les conséquences néfastes pour les peuples autochtones.

Communiqué de presse de WECAN et Divest Invest Protect

San Francisco Bay Area, Californie, le 30 janvier 2020 – Divest Invest Protect (DIP), le réseau international Women's Earth and Climate Action Network (WECAN), et le programme Indigenous Peoples Law and Policy (IPLP) de l'Université d'Arizona, annoncent le dépôt d'une "Instance spécifique" auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) concernant le Crédit Suisse et les impacts négatifs pour les peuples autochtones et l'environnement du financement d'entreprises qui construisent le Dakota Access Pipeline (DAPL) et le Bayou Bridge Pipeline (BBP).

Le dépôt de cette demande par des femmes autochtones, intervient après une période de près de deux ans d'échanges entre WECAN, Divest Invest Protect, et le Crédit Suisse, qui a donné lieu à des lettres, deux entretiens en personne avec des représentants du Crédit Suisse, une correspondance continue pour partager des informations sur les violations et les impacts négatifs, et d'autres documents lors de l'assemblée générale annuelle du Crédit Suisse de 2018, à Zurich, en Suisse.

Les femmes autochtones ont maintenu un dialogue de bonne foi avec le Crédit Suisse. Cependant, en raison d'un manque d'action de la part du Crédit Suisse, elles déposent un recours devant une instance spécifique dans l'espoir qu'elle agisse comme un catalyseur d'action en faveur du dialogue civil, de la justice, des recours et de la

responsabilité en matière de droits humains.

Alors que le Crédit Suisse a récemment signé les Principes pour une banque responsable, un ensemble de principes qui visent à aligner la stratégie commerciale des institutions financières sur les objectifs de la société, la banque continue à investir massivement dans l'industrie des énergies fossiles, ce qui a un impact négatif sur les droits des peuples autochtones et initie la crise climatique. Depuis la signature de l'Accord de Paris, le Crédit Suisse a dépensé plus de 57 milliards de dollars pour financer le cycle des énergies fossiles, et constitue l'un des dix premiers investisseurs européens dans les énergies fossiles extrêmes.

Les principes directeurs de l'OCDE sont le seul instrument national soutenu par les gouvernements sur le comportement responsable des entreprises, avec un mécanisme de grief intégré, dénommé « Instance spécifique ». Dans le cadre de ce mécanisme, les représentants des États membres de l'OCDE (ou les points de contact nationaux) offrent une plateforme de médiation et d'engagement compatible avec les politiques de l'OCDE ainsi qu'une

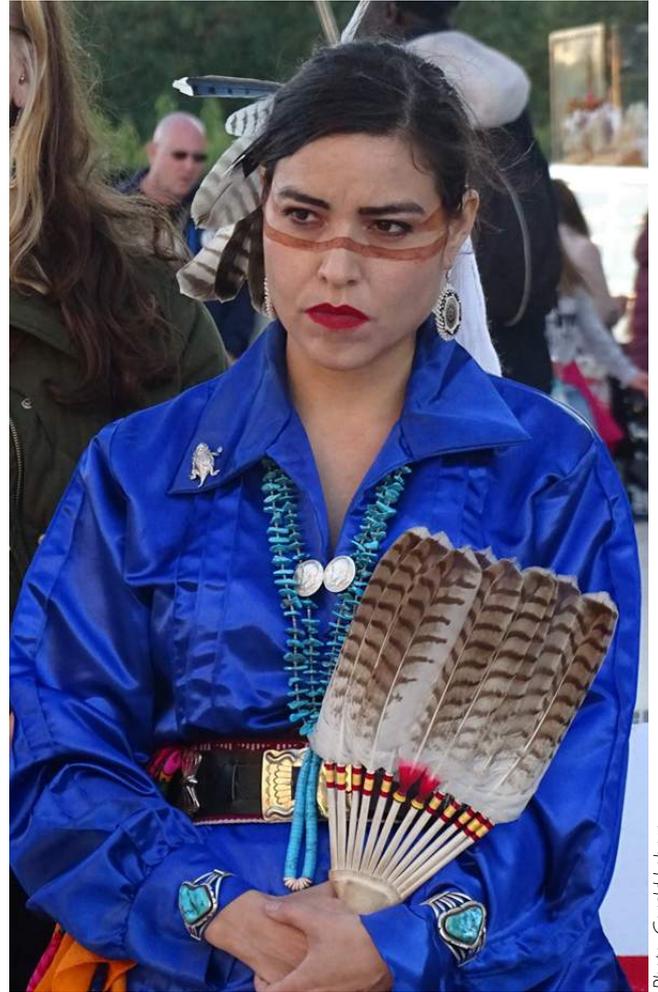


Photo: Gerald Lebrun

assistance aux parties prenantes pour aider à trouver une solution aux problèmes qui découlent du non-respect présumé des Principes directeurs. Récemment, la Société des peuples menacés (STP) et le Crédit Suisse ont conclu un processus de médiation via l'OCDE, conduisant le Crédit Suisse à intégrer la protection des droits des communautés autochtones dans ses lignes directrices internes sur le financement de projets.

Le Divest Invest Protect (DIP) et le réseau international Women's Earth and Climate Action Network (WECAN) se félicitent de cette victoire partielle, mais s'empresent de mettre en évidence que ce résultat est insuffisant, car la disposition relative aux droits autochtones ne s'applique pas au financement des entreprises – le type de financement que le Crédit Suisse

DIVEST



WECAN
Women's Earth & Climate Action Network, International

utilise pour financer les entreprises qui ont construit et entretiennent le *Dakota Access Pipeline*. Une responsabilité pour les droits humains, autochtones et pour la protection de l'environnement à tous les niveaux des décisions financières, y compris le financement des entreprises, doit être reconnue.

Le dépôt de l'Instance spécifique de l'OCDE conçue par les femmes autochtones démontre leur courage et leur détermination à être des actrices et des voix centrales dans l'élaboration de la responsabilité et du changement juridique au sein des banques et des institutions financières pour protéger les droits des peuples autochtones, leurs terres, leur eau, leurs communautés et le climat mondial.

Pour plus d'informations, merci de consulter :

<https://www.wecaninternational.org/divestment-delegations>

Ce dépôt est également soutenu par *Indigenous Human Rights Defenders*, le programme *Corporate Accountability* de l'Université d'Arizona et l'*International Human Rights Clinic* de la *Western New England University School of Law*.

Les journalistes sont encouragés à poser leurs questions et à demander des interviews à Michelle Cook ou à Osprey Orielle Lake.

« L'instance spécifique de l'OCDE préparée et déposée par des femmes autochtones attirera l'attention sur les échecs structurels de l'industrie financière à adhérer et s'aligner sur les droits humains des peuples autochtones. Nous sommes convaincus que notre dépôt et notre engagement mettront en lumière les dangereuses failles qui permettent aux banques et aux entreprises d'agir dans l'impunité la plus totale sur notre survie culturelle, notre climat et notre avenir. Le secteur financier doit écouter les mouvements des peuples autochtones, et garantir que les droits humains et les droits des peuples autochtones au consentement préalable, libre et éclairé, seront respectés et protégés dans toutes leurs relations commerciales, quel que soit le type de financement ou de produit financier que les banques ont fourni ». *Michelle Cook est une avocate diné (navajo) spécialiste en droits humains, fondatrice de « Divest Invest Protect » et co-directrice des délégations de désinvestissement de femmes autochtones.*

« Je viens de ma terre. J'aime ma terre et tout ce que je veux faire, c'est la protéger pour mes arrière-petits-enfants, pourquoi est-ce si mal ? Empêchez les entreprises d'énergies fossiles de détruire la terre et l'eau maintenant, Mni Wiconi ». *LaDonna Brave Bull Allard, Ta Maka Waste Win-*



Her Good Earth Woman, est une historienne lakota, généalogiste et protectrice de l'eau, membre des Sioux de Standing Rock.

« Je suis descendante de la lignée de Sitting Bull. En 2014, avant la construction du *Dakota Access Pipeline* (DAPL), notre conseil tribal a informé la société qui voulait construire le DAPL qu'il ne pouvait et ne voulait pas consentir à la construction de cet oléoduc. Le danger était trop proche et une fuite de pétrole serait désastreuse pour nos huit communautés à Standing Rock. Nous avons immédiatement lancé un appel mondial. Nous avons demandé aux gens de venir et de se tenir à nos côtés. Pendant près de sept mois, ma famille et moi avons campé le long de Cannonball River avec des milliers d'autres personnes qui étaient venues nous soutenir. Pendant cette période, mes quatre enfants et moi avons été les témoins directs des violations extrêmes et brutales des droits humains qui ont été commises contre notre peuple et d'autres personnes sur nos terres natales. Ces violations de droits humains comprenaient : l'utilisation de chiens d'attaque par des compagnies de sécurité privée sur des personnes non-armées (dont moi-même), la terreur des avions volant à basse altitude qui survolaient nos camps 24h/24h, et le fait que les forces de l'ordre tiraient sur

nos chevaux ou sur les gens. Mon gouvernement tribal a explicitement refusé le DAPL. Il n'y avait pas de consentement libre, préalable et éclairé comme l'exige le droit international conformément à la *Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones*. Il est temps que les décideurs, les responsables gouvernementaux et les institutions financières, soient tenus pour responsables. Il est temps qu'ils répondent aux gens de ma communauté, ceux-là mêmes qui sont touchés par leur financement du DAPL ». *Wašté Win Yellow Lodge-Young, Lakota/Dakota, Standing Rock Nation.*

« Dans la poursuite de la justice et de l'atténuation du changement climatique, *WECAN International* appelle les institutions financières engagées dans des projets d'extraction et de développement d'énergies fossiles à cesser leurs activités habituelles, étant donné les violations flagrantes dont sont victimes les peuples autochtones et leurs terres, alors que nous sommes confrontés au défi sans précédent d'un monde plongé dans le chaos climatique. Le Crédit Suisse doit écouter les femmes autochtones et adhérer à leurs demandes, qui sont fondées sur le respect fondamental du principe du consentement préalable, libre et éclairé (FPIC) des communautés autochtones, comme l'exige le droit international. Il est grand temps que les institutions financières soient tenues pour responsables du financement des projets et des entreprises, et la demande de l'OCDE est une contribution essentielle à la lutte mondiale actuelle pour le respect du FPIC, et pour l'abandon des énergies fossiles. Il est temps que les banques s'orientent vers un avenir plus juste et durable pour tous, où les droits des peuples autochtones sont respectés et où nous protégeons notre climat et nos communautés ». *Osprey Orielle Lake, directrice exécutive de Women's Earth and Climate Action Network (WECAN) et co-directrice des délégations de désinvestissement des femmes autochtones.*

[@WECAN_INTL](http://www.wecaninternational.org)

Contact presse : *Katherine Quaid, WECAN International, katherine@wecaninternational.org*

Traduction : Aurélie Journée-Duez

Red Fawn, victime d'une agression sexuelle orchestrée par l'État

Le mercredi 11 juillet 2018, Red Fawn Fallis, Lakota et protectrice de l'eau la plus lourdement condamnée à Standing Rock a écopé de 57 mois de prison fédérale, dont 18 mois déjà effectués. Ses avocats n'ont pas fait appel. Ce texte, publié le 27 juillet 2018, revient sur l'injustice de l'incarcération de la protectrice de l'eau et met en lumière la répression organisée dont elle a été victime..

Red Fawn a été reconnue coupable d'un chef d'accusation de trouble à l'ordre public et d'un chef d'accusation de possession d'arme à feu et munitions par un criminel. Dans la vidéo de son arrestation du 27 octobre 2016, Fallis, qui remplissait la fonction de médecin au camp, peut être aperçue arrivant sur un VTT à l'endroit où une ligne de police fait face à des protecteurs de l'eau. Le mur d'hommes s'en va et un policier l'interpelle en lui disant l'avoir entendue crier « l'eau c'est la vie ». Derrière la ligne des forces de l'ordre, cinq hommes viennent s'entasser sur elle. Alors qu'ils rabattent son bras derrière son dos et maintiennent ses jambes à terre à l'aide de leurs genoux, on peut entendre le pistolet, qui n'est pas visible sur la vidéo, décharger trois coups, apparemment dans le sol. Il a été révélé dans des documents ayant fuité, rapportés par *The Intercept* en décembre 2017, que son petit ami Heath Harmon, 46 ans, de la réserve de Fort Berthold, était un indic travaillant pour le FBI et que le pistolet avec lequel Mme Fallis a prétendument tiré lors de son arrestation était à lui.

Selon une requête en communication de pièces faite par les avocats de la défense, Harmon « a séduit Mme Fallis et a initié avec elle une relation intime bien que sous le signe de la duplicité. Il a passé la majorité des 48 heures qui ont précédé l'arrestation avec elle et a eu accès à ses affaires. Il a utilisé leur romance à son insu comme une source d'information pour ses activités d'indicateur ».

Des membres de la famille de Red Fawn m'ont dit que la taupe du FBI l'a littéralement habillée avec la veste dans laquelle il avait mis le pistolet côté droit et a aussi déposé des objets dans son sac à dos avant l'arrestation. Sur des documents fuités de la police diffusés par *l'Intercept*, on peut voir Harmon quitter les lieux sur le VTT de Red Fawn juste 20 secondes après l'arrestation de sa supposée petite amie. Quelques secondes plus tard, il s'est entretenu avec un protecteur de l'eau Dakota (qui a demandé à ne pas être identifié) sans mentionner l'arrestation violente de Red Fawn. Dans son interview fuitée



Photo: Christine Prat

avec *Alcohol, Tobacco and Firearms*, il prétend être retourné immédiatement au camp pour collecter les affaires de Red Fawn et les donner à la famille de celle-ci à Standing Rock. Cela après que sa petite amie avait été brutalisée devant lui par cinq hommes pour avoir parlé librement.

Condamnée pour un crime qu'elle n'a pas commis

Après avoir donné un témoignage faux et contradictoire aux forces de l'ordre au sujet du pistolet, il a continué de prétendre qu'il était son petit ami après son arrestation. On peut entendre, sur un enregistrement audio fuité de leurs appels téléphoniques, Red Fawn en larmes lui confier - à lui, infiltrateur payé sans qu'elle le sache - ses peurs et son désir de ne pas être incarcérée pour quelque chose qu'elle n'a pas commis.

En 2012, des révélations ont mis au jour en Grande-Bretagne que la Police Métropolitaine de Londres a conduit sur plus d'une décennie un programme hautement secret, le *Special Demonstration Squad*, d'infiltration de groupes progressistes qui a amené à des relations sexuelles sur le long terme avec des femmes espionnées. Certaines de ces femmes ont donné naissance à des enfants dont les pères étaient des agents de police sous couvert qui n'ont jamais révélé leur véritable identité. L'une de ces femmes identifiée comme 'Jacqui' a plus tard obtenu réparation de

la part de la Police Métropolitaine à hauteur de £425.000 (ce qui équivaut aujourd'hui à 500.000€). Elle a décrit cette expérience au *Guardian* comme « avoir été violée par l'État », elle a été profondément traumatisée suite à la découverte de la vérité. « J'avais un espion payé par le gouvernement pour me surveiller, » a-t-elle dit à la presse, « ce qui a été si loin qu'il m'a vu donner naissance, il a ainsi vu tout ce qu'il y avait de plus intime en moi ».

Les femmes autochtones ont depuis longtemps été la cible de violences, à la fois de la part du gouvernement des États-Unis lors des guerres totales menées contre leurs nations visant à s'approprier leurs territoires, et, à travers une violence structurelle, de la part de la société coloniale qui en a résulté qui aujourd'hui les marginalise. Un rapport de 2010 largement repris du Département de la Justice - <https://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/249736.pdf> - montre que les femmes autochtones sont victimes de viols et de meurtres 2 fois et demi plus que les autres femmes du pays. Dans certains comtés, le taux de meurtre est 9 fois supérieur. Les statistiques issues des bases de données criminelles montrent que 70% des attaques de femmes autochtones sont commises par des hommes non-autochtones - pour la plupart blancs - là où les femmes états-uniennes en général subissent en majorité des attaques des hommes

de leur groupe ethnique. Plus de données sont nécessaires pour répondre à cette image de vulnérabilité des femmes autochtones aux États-Unis dressée par ce rapport.

À l'audience, Red Dawn Foster, Lakota/Diné candidate aux élections sénatoriales dans le Dakota du Sud, et soeur hunka de Red Fawn Fallis (adoptée dans la tradition lakota), a raconté au juge l'histoire des relations abusives dont a été victime Fallis et qui l'ont rendue sujette à des manipulations par des gens comme Harmon. Hovland, le juge en chef du district du Dakota du Nord a permis à Mme Fallis de porter des vêtements civils pendant l'audience de presque 6 heures. Elle est apparue menottée portant une robe traditionnelle à rubans .

C'est cependant en partie à cause du refus de Hovland de poursuivre les recherches sur le rôle de Harmon dans l'arrestation de l'accusée et sur celui des compagnies de défense privées comme TigerSwan engagées par le constructeur de l'oléoduc (Energy Transfer Partners) que la défense a dû accepter un accord de non-coopération fin janvier. Avec cet accord, le chef d'accusation le plus sérieux, à savoir celui d'avoir tiré sur les forces de l'ordre, a été abandonné. Ce chef d'accusation aurait pu la conduire en prison pour 30 ans. Le juge a aussi refusé d'autoriser toute défense basée sur les traités qui étaient violés par la construction de l'oléoduc.

Suite au report de sa sentence en juin, amis, famille, avocats et soutiens de Red Fawn se sont rassemblés pour prier dans une salle de réunion d'un hôtel à Bismarck. Son oncle hunka Glenn Morris, professeur à l'Université du Colorado et avocat, a dit aux gens rassemblés qu'il avait parlé à sa nièce, en détention depuis 20 mois, le matin même. « Je suis une Oglala, je suis née libre, je vivrai libre, je mourrai libre, et je sais que ce jour viendra », lui a-t-elle confié. Ce jour était le 142^{ème} anniversaire de ce que les Lakota appellent le « Jour de la victoire », la bataille de Greasy Grass, ou comme l'appellent les Américains, la bataille de Little Big Horn. En 1874, c'était à la recherche de l'or que Custer avait mené 1000 hommes dans les Black Hills, en violation du traité de Fort Laramie. Depuis ce jour, les mines du territoire lakota ont produit selon certaines estimations 10% de l'or mondial. En 2016, la bataille portait sur le transport de pétrole brut lourd depuis le site de Bakken à travers des territoires non cédés lakota garantis par traités, transport qui mettait potentiellement en danger les communautés lakota ainsi que des millions d'Américains en aval de la rivière, c'est cette bataille qui a précipité les protestations contre le Dakota Access Pipeline à Standing Rock.

Il semblerait, avec Red Fawn Fallis et plusieurs autres « Protecteurs de l'Eau » à Standing Rock (terme par lequel les militants préfèrent être appelés) toujours confrontés à des accusations criminelles, que la bataille ne s'est jamais terminée entre les Lakota, leurs alliés et le gouvernement américain.

Jacqueline Keeler

Ecrivaine diné/ihanktonwan dakota, son livre The Edge of Morning: Native Voices Speak for the Bears Ears est disponible aux éditions Torrey House, et celui à venir Standing Rock to the Bundy Standoff: Occupation, Native Sovereignty, and the Fight for Sacred Landscapes était prévu pour 2019.

Traduction : Pascal Grégis

Autumn Peltier, la mobilisation de la jeunesse pour la planète



Photo: D.R.

Le CSIA-Nitassinan est heureux d'avoir pu porter la nomination d'Autumn Peltier, jeune militante autochtone du Canada, au Prix de la Fondation Danielle Mitterrand. Autumn est engagée depuis son plus jeune âge dans la défense de l'eau et des droits des peuples autochtones. A l'âge de 13 ans, elle donne une intervention émouvante et puissante au nom de la société civile devant l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York, dans le cadre du lancement de la Décennie internationale d'action sur l'eau pour le développement durable en 2018. Elle profite de son discours pour demander aux membres de l'Assemblée générale des Nations Unies de donner à l'eau les mêmes droits et la même protection qu'aux êtres humains. Maintenant âgée de 15 ans, Autumn Peltier a été nommée commissaire en chef de l'eau par la Nation Anishinaabe. Elle se retrouve ainsi à la direction d'un groupe aux revendications politiques qui représente quarante Premières Nations de l'Ontario (Canada). Arrivée dans les quatre derniers finalistes encore en lice pour le Prix de la Fondation Danielle Mitterrand, Autumn Peltier symbolise la lutte de la jeunesse au niveau international pour la protection de la Terre-Mère, de l'eau et du climat.

Le CSIA-Nitassinan tenait à féliciter l'activiste Rodrigo Mundaca qui a remporté ce Prix honorant sa lutte pour la « justice de l'eau » au Chili. Il est le cofondateur de l'association MODATIMA (Mouvement de défense pour l'accès à l'eau, la terre et la protection de de l'environnement).

Free Red Fawn !



Justice pour les femmes, les personnes bispirituelles et les filles autochtones portées disparues et assassinées (MMIW)

Le 10 décembre 2019, une délégation d'Indigenous Environmental Network (1) composée de plus de 75 activistes autochtones et d'allié.e.s a manifesté devant l'ambassade des États-Unis à Madrid, en Espagne, pour réclamer justice au nom des femmes, des personnes bispirituelles et des filles autochtones portées disparues et assassinées (MMIW).

La délégation a été délogée par la police nationale espagnole et poursuivie pour entrave, l'agent de liaison entre la police et le groupe a été retenu et contraint de montrer ses papiers.



Photo: Indigenous Rising / IEN

Communiqué de presse d'Indigenous Environmental Network (IEN)

En 2016, l'Urban Indian Health Institute a constaté que seuls 116 cas signalés sur 5712 de disparitions et d'assassinats de femmes autochtones aux États-Unis avaient été enregistrés dans la base fédérale des personnes disparues du Ministère de la Justice.

Un grand nombre de ces affaires résulte directement de l'implantation de « camps d'hommes » par les compagnies d'extraction pétrolière pour des ouvriers temporaires, situés près de communautés autochtones. Cela se manifeste particulièrement dans les zones rurales des États tels que le Dakota du Nord et le Montana, où demeure l'épicentre des violences à l'encontre des femmes autochtones. De plus, selon l'Urban Indian Health Institute, 70 % des Autochtones vivent dans des zones urbaines, où les femmes autochtones non seulement disparaissent, mais dont les disparitions sont sous-estimées par les agences municipales de police, et bien trop souvent ignorées par les médias locaux. Nous ne pouvons tolérer que cette question soit invisibilisée, par le gouvernement ou les médias.

« Que ce soit dans des motels délabrés ou dans des camps temporaires, certaines

choses restent vraies. Il y a un afflux de travailleurs de passage qui apportent avec eux alcool, drogues et violence, dont le viol, le meurtre et le trafic d'êtres humains », a déclaré Casey Camp-Horinek membre de la nation Ponca d'Oklahoma.

Une violence généralisée à l'encontre des femmes et des terres autochtones

TransCanada et d'autres compagnies d'énergies fossiles continuent à construire des oléoducs, tel que Keystone XL, qui transporte du pétrole extrait des sables bitumineux en provenance du Canada grâce à des juridictions aux États-Unis qui n'appliquent ni le principe du consentement libre, préalable et éclairé, ni une communication transparente entre organismes multilatéraux chargés de l'application de la loi. Ces deux principes sont nécessaires à la protection des communautés autochtones et leur permettent de pratiquer leurs cultures respectives. En résulte une violence généralisée à l'encontre des terres autochtones, dans la continuité de laquelle s'inscrit la violence à l'encontre des femmes autochtones.

Il faudra bien plus qu'une action exécutive qui alloue un montant de 1,5 millions de dollars fédéraux pour

s'attaquer aux violations des droits humains, des femmes et des terres autochtones et y mettre fin.

En vertu des principes de justice environnementale de 1991, les actes gouvernementaux constitutifs d'injustice environnementale sont considérés comme une violation du droit international, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de la Convention des Nations Unies sur le génocide.

Nous appelons la communauté internationale et tous les peuples des États-Unis à rejoindre notre appel à agir, à rejoindre notre appel pour la reconnaissance et à se joindre à nos demandes d'action concrète pour que les femmes autochtones soient protégées et respectées. Le directeur du mouvement Indigenous Environmental Network, Bineshi Albert, a déclaré : « Cela ne devrait pas être une question politique utilisée à des fins électorales, c'est une question de vie et de mort, de dignité, ce pourquoi toutes les initiatives fédérales devraient inclure les communautés autochtones à un niveau décisionnel dans la reconnaissance et le respect de notre souveraineté ».

Traduction : Aurélie Journée-Duez

Note

1. Créée en 1990, Indigenous Environmental Network est une organisation internationale pour la justice environnementale qui travaille avec des associations tribales pour développer le potentiel des communautés autochtones. Ses activités incluent l'empowerment des communautés autochtones et des gouvernements tribaux pour développer des dispositifs de protection des sites sacrés, de la terre, de l'eau, de l'air, des ressources naturelles, de la santé du peuple et de toutes les choses vivantes, afin de construire des communautés à l'économie durable.

« D'un océan à l'autre »

La lutte des Wet'suwet'en et les blocages ferroviaires au Canada .

17 février 2020. Depuis 10 jours les blocages des infrastructures de transport du Canada s'additionnent et s'intensifient pour répondre à l'appel à la solidarité lancé par les Wet'suwet'en du camp Unist'ot'en, envahi par la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) la semaine dernière. La compagnie de chemin de fer Canadien National (CN) annonçait jeudi la fermeture de la portion Est de son réseau de distribution de marchandises et de l'entièreté du réseau Via Rail qui assure le transport des passagers.

L'adoption du Indian Act en 1876 donne le cadre légal aux traités qui permettront au gouvernement canadien de privatiser et de s'approprier les terres autochtones traversées par les chemins de fer. Le système de Conseil de bandes et le système de réserves prescrits par l'Indian Act imposent une structure politique et un mode de propriété des terres en rupture avec les souverainetés ancestrales et les cultures des Premières nations, qui permettront au gouvernement de dicter les termes de la négociation de la cessation des terres, et ce en toute « légalité ». Selon l'Indian Act, les réserves indiennes doivent être administrées par un Chef et un Conseil de Bande élus au suffrage universel, payés par le Ministère des Affaires indiennes. Cependant, pour les Premières nations, les Chefs traditionnels ont toujours la responsabilité des territoires ancestraux.

Les Wet'suwet'en et le Coastal GasLink

Dans les dernières années de nombreuses compagnies pétrolières et gazières (Transcanada, Enbridge, Pacific Trails) ont tenté tant bien que mal de construire des pipelines sur le territoire traditionnel Wet'suwet'en, situé environ à 700km au nord de la ville de Vancouver (Colombie-Britannique), et ce, sans le consentement des chefs héréditaires. Les chefs héréditaires s'opposent ainsi aux accords donnés par les Conseils de bandes, institutions politiques imposées aux Premières nations par le Gouvernement canadien. C'est sur le territoire traditionnel Unist'ot'en, territoire jamais cédé faut-il le rappeler, le long du tracé projeté du pipeline Coastal Gaslink que différents camps, points d'accès et centres communautaires, ont été érigés (Unist'ot'en Camp) pour empêcher la construction de « tous les pipelines » et pour défendre les territoires Wet'suwet'en, les modes de vie traditionnels et les générations à venir.

Les travaux du dernier pipeline en lice, Coastal Gaslink (qui représente un investissement de 6 milliards de dollars ce qui en fait le projet du genre le plus coûteux de l'histoire canadienne) sont pour le moment mis en échec par les protecteurs Wet'suwet'en et leurs alliés.

L'occupation du territoire par le camp Unist'ot'en réaffirme la souveraineté Wet'suwet'en et limite l'entrée aux différents représentants de la compagnie sur le site.

En janvier 2019, la cour provinciale a délivré une injonction visant à donner accès à la compagnie au site afin de mener à bien la construction du pipeline CGL. Celle-ci a été suivie par la mise sur pied du point d'accès Gidim'ten Yintah, au kilomètre 44,5 du chemin forestier Morice River, dans le but de contrôler l'accès à leur territoire. C'est une GRC lourdement armée qui a envahi Gidim'ten en janvier 2019, démantelant les portails et arrêtant 14 protecteurs du territoire. En décembre 2019, un article du Guardian exposait des notes tactiques de la GRC dans lesquelles l'usage de la force létale [right to shoot] était approuvé.

Le 31 décembre 2019, la compagnie Transcanada, responsable du projet, a obtenu une nouvelle injonction, de la Cour suprême de la Colombie-Britannique cette fois, injonction empêchant quiconque sur le territoire Wet'suwet'en d'approcher à moins de 10 mètres de toute personne ou véhicule rattachés au pipeline Coastal Gaslink. À la suite de l'injonction, le 6 février dernier, la GRC a mis en place une zone d'exclusion qui empêche l'accès au territoire selon des critères flous et variables aux journalistes, aux habitants, aux avocats et aux personnes venues en soutien.

Entre le 6 et le 10 février dernier, la GRC a remonté le chemin forestier avec plusieurs véhicules, des hélicoptères, une unité canine, un canon de son et de la machinerie lourde (incluant un bulldozer), démolissant les barrières des points d'entrée, faisant fi de l'interdiction d'entrée sur le territoire émise par les Wet'suwet'en et arrêtant plus de 20 protecteurs des territoires, incluant des aînés. Pour répondre à cette invasion de leur territoire traditionnel, les Wet'suwet'en en ont appelé à leurs alliés à travers le pays à soutenir leur lutte contre le gouvernement canadien et les compagnies pétrolières (#shutdowncanada - #reconciliationisdead).

Les chemins de fer au cœur de la constitution canadienne

La communauté mohawk de Tyendinaga bloque la circulation des trains de passagers et de marchandises entre Toronto et Montréal depuis le 5 février. Un autre blocage des voies ferrées à New Hazelton a forcé la fermeture du port de Prince Rupert en Colombie-Britannique. Les blocages en solidarité aux Wet'suwet'en se multiplient depuis à travers le « Canada » : des campements ont été installés sur les rails ou à leurs abords à Kahnawà:ke, Listuguj, Halifax/K'ijipuktuk, Diamond, entre autres.

L'impact économique et politique de ces blocages met en lumière le rôle central de l'extractivisme et des infrastructures ferroviaires dans l'économie canadienne, mais ces blocages soulèvent également le rapport structurel entre le transport des marchandises et le colonialisme canadien. D'une actualité frappante, l'histoire du développement du réseau de chemins de fer permet d'illustrer la façon dont s'imbriquent l'industrialisation, l'unification de la nation canadienne, le droit canadien, le colonialisme et la violence d'État.

Durant la seconde moitié du 19e siècle, les projets de chemin de fer reliant différents points des colonies nord-américaines se multiplient. Dans cette première phase du capitalisme financier, entrepreneurs et hommes d'affaires investissent des sommes colossales dans l'établissement de nouvelles lignes, appuyés par des subventions gouvernementales tout aussi importantes. Les villes connectées deviennent des artères économiques stratégiques, et les chemins de fer contribuent largement à leur industrialisation, en plus de créer des nouveaux besoins en bois, mazout, fer et acier. Les chemins de fer permettent d'atteindre des régions inaccessibles au réseau navigable et — assurant le transport de colons, de marchandises et de milices forces armées — ils deviennent rapidement un dispositif majeur de la colonisation de l'arrière-pays.

Bien plus qu'un simple outil économique, le réseau ferroviaire est au cœur de

la Confédération et joue un rôle clé pour le nationalisme canadien. La construction de l'Intercolonial Railway, reliant le Canada-Uni aux provinces maritimes, est posée comme condition à la signature de l'Acte constitutionnel de 1867. La Colombie-Britannique se joint ensuite à la confédération en 1871, suite à la promesse du premier ministre John A. McDonald de construire le Canadian Pacifique Railway (CP) qui allait relier les provinces de l'Est aux provinces de l'Ouest. Le projet du Canadian Pacifique devient ainsi un acteur majeur de l'unification symbolique et

système de Conseil de bandes et le système de réserves prescrits par l'Indian Act imposent une structure politique et un mode de propriété des terres en rupture avec les souverainetés ancestrales et les cultures des Premières Nations, qui permettront au gouvernement de dicter les termes de la négociation de la cessation des terres, et ce en toute « légalité ». Selon l'Indian Act, les réserves indiennes doivent être administrées par un Chef et un Conseil de Bande élus au suffrage universel, payés par le Ministère des Affaires indiennes.

de fer. Entre 1871 et 1921, dans une véritable guerre par la faim, la Couronne canadienne signe 11 traités avec les Premières Nations qui lui céderont à peu près l'entièreté des territoires allant de l'« Ontario » jusqu'aux Rocheuses.

La poursuite du colonialisme canadien : des chemins de fer aux oléoducs

Les similitudes entre l'histoire de la construction des chemins de fer et les différents projets d'oléoducs dépassent les simples coïncidences. Subventions gouvernementales, rachats des projets déficitaires, vols des terres des Premières Nations, actes de droit et intervention des forces armées : ce qui se dégage de l'histoire des chemins de fer durant la deuxième moitié du 19^e siècle, c'est la persistance actuelle du colonialisme structurel comme fondement de la colonie « canadienne ». L'extractivisme et la circulation des matières premières sont le fondement de l'économie canadienne et l'appropriation des territoires des Premières Nations demeure au cœur de la constitution et du droit canadien. Au-delà des beaux discours de la réconciliation, le colonialisme se poursuit au même rythme et se maintient encore aujourd'hui à coup de législations et de force armée. Les blocages de trains de la dernière semaine mettent en évidence les fondements colonialistes du territoire canadien, mais aussi ces points faibles, sa dépendance envers ses infrastructures de transport et l'efficacité avec laquelle on peut arriver à le mettre en déroute.

Cet article est une version allongée de « "D'un océan à l'autre" : Les blocages de trains, le colonialisme et l'histoire des chemins de fer canadiens », paru le 15 février 2020 sur contrepoints.media

ACTION

Pour faire un don en ligne afin de soutenir les Wet'suwet'en et leurs chefs héréditaires dans leur combat contre l'oléoduc Coastal Gas Link :
<https://actionnetwork.org/fundraising/unistoten2020legalfund/>



Photo: D.R.

matérielle du Canada, autant symboliquement que matériellement. Le gouvernement opte pour un trajet qui évite de franchir la frontière américaine, traversant les territoires appartenant à la Hudson Bay Company, jusqu'alors peu colonisés et habités par de nombreuses Premières nations et communautés métisses. Largement subventionnée, la construction du CP est entachée par des scandales de corruption qui forceront le gouvernement de McDonald à démissionner en 1873.

En parallèle au CP, une multitude de chemins de fer aux tracés moins ambitieux voient le jour, encore une fois subventionnés par le gouvernement et ratissant les territoires des Premières nations. L'engouement spéculatif est tel que peu de projets sont réellement rentables et une grande partie se retrouve au bord de la faillite suivant la Première Guerre mondiale. Plusieurs lignes sont alors rachetées et nationalisées par le gouvernement qui les amalgamera pour créer le Canadian National Railway (CN).

L'Indian Act et la North-West-Mounted-Police

L'adoption du Indian Act en 1876 donne le cadre légal aux traités qui permettront au gouvernement canadien de privatiser et de s'appropriier les terres autochtones traversées par les chemins de fer. Le

Cependant, pour les Premières Nations, les chefs traditionnels ont toujours la responsabilité des territoires ancestraux.

En 1873, l'ancêtre de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) — la North-West-Mounted-Police

— est créée dans le but spécifique de contrôler les populations autochtones des Prairies. À partir de 1881, la Police montée est affectée à la protection de la construction du Canadian Pacifique et démenage sa base à Regina, nouvellement fondée en vue de la construction du chemin de fer. Le transport ferroviaire sera un atout de taille pour la Police montée, lui permettant de mobiliser rapidement des recrues pour faire face aux révoltes métisses et faire appliquer l'Indian Act.

La construction du chemin de fer joue également un rôle crucial dans la destruction des troupeaux de bisons dans les Prairies « canadiennes ». Au-delà d'être une source de protéine exceptionnelle, le bison était au cœur des cultures et spiritualités des Premières Nations des vastes territoires entre le Plateau laurentien et les Rocheuses. Suivant l'extermination intentionnelle des troupeaux par les colons entre 1870 et 1880 — qui répondait au double objectif de contrôler les Premières Nations et d'assurer le passage sécuritaire des trains — la survie de plusieurs Premières Nations des Prairies dépend des apports en nourriture fournis par la Police montée. La menace de la famine les oblige ainsi à signer des traités cédant leurs territoires à la Couronne et les assignant à des réserves au nord des lignes de chemin

ACTION DE SOLIDARITÉ



Xavier HUIILLARD
PDG VINCI
1, cours Ferdinand-de-Lesseps
92851 Rueil-Malmaison Cedex

Paris, le 6 mai 2020



Monsieur Xavier Huillard,

Créé en 1978 à la demande de représentants autochtones des Amériques, le CSIA-Nitassinan est une association loi 1901 qui s'efforce de mieux faire connaître les peuples autochtones des Amériques (du Nord, centrale et du Sud) en Europe. Notre organisation les soutient dans leurs luttes pour la reconnaissance de leurs droits inhérents reconnus par la déclaration sur les Droits des Peuples Autochtones (DDPA, 2007) et la protection de leurs terres et territoires.

Depuis 2017, VINCI via sa filiale canadienne SPIECAPAG et son partenaire Macro Pipelines Inc sont sous-traitants de projets d'oléoducs dans L'Ouest canadien. Tout d'abord du projet d'oléoduc Trans Mountain Expansion (TMEP), qui a vocation à acheminer les sables bitumineux d'Alberta vers la côte Pacifique, attribué à SPIECAPAG en octobre 2017, et de Coastal GasLink, dont SPIECAPAG est aussi attributaire depuis juin 2018 pour la construction des sections 5 et 8, soit une longueur de 166 km sur 670 km au total. VINCI Construction Grands Projets est aussi engagé depuis juillet 2019 dans la construction du terminal LNG d'une capacité de stockage de 225.000 mètres cubes. Ces projets, outre qu'ils participent à un écocide sur les sites d'extraction dans le nord de l'Alberta, sont très controversés et contreviennent à un certain nombre d'engagements internationaux du Canada en matière de droits humains et droits des peuples autochtones.

Ceci est d'autant plus grave que les travaux de Coastal GasLink et Trans Mountain Expansion se poursuivent aujourd'hui en dépit du contexte sanitaire de la pandémie COVID-19, au mépris des gestes barrières et de la sécurité des communautés autochtones, particulièrement exposées alors qu'elles n'ont pas accès au système de santé. Par ailleurs, ces chantiers impliquent l'installation provisoire de camps d'hommes, de travailleurs en situation précaire, qui laissent peser des risques accrus sur les femmes des peuples autochtones des communautés impactées. En effet, les chiffres démontrent que les violences faites aux femmes augmentent à mesure que les projets dits extractivistes, c'est à dire liés à l'exploitation des ressources naturelles se développent. De récents rapports officiels témoignent de ce constat, dont celui de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées au Canada (ENFFADA), paru en juin 2019. La viabilité économique de ces projets est tout aussi aléatoire à l'heure où les cours du brut s'effondrent.

Au-delà de ces risques et aberrations, ces projets ont toujours rencontré une très forte opposition des populations autochtones locales. Ces projets se réalisent sans le consentement des populations affectées, en violation du principe de consentement préalable, libre et éclairé pourtant inscrit dans la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (article 19), signée par le Canada comme par la France. Aux Nations Unies, le Comité pour l'Élimination du Racisme et des Discriminations (CERD) a ainsi épinglé à plusieurs reprises le Canada pour ses manquements répétés à l'endroit des droits de l'Homme et des peuples autochtones. En décembre 2019 cet organe de l'ONU appelait Ottawa à interrompre la construction de Trans Mountain, Coastal GasLink et du Site C.
https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT/CERD/EWU/CAN/9026&Lang=en

Au sein de la communauté Sec'wepem'c dont le territoire ancestral est traversé par l'itinéraire de TMEP, le mouvement des Tiny Houses incarne ce refus. Plus au nord, Coastal GasLink rencontre la même opposition des communautés autochtones Wet'suwet'en, qui n'ont jamais consenti à ces incursions colonialistes sur leur territoire. L'union des chefs de Colombie Britannique s'est aussi exprimée contre ce projet à travers de nombreux communiqués de presse.
<https://unistoten.camp> - https://www.ubcic.bc.ca/wet_suwet_en_jurisdiction_and_governance_must_be_upheld.

Le risque juridique entourant Coastal GasLink et TMEP est par ailleurs caractérisé, alors que les terres de Colombie Britannique n'ont fait l'objet d'aucune cession formelle à la Couronne par traité numéroté. Dans le cas de TMEP, une évaluation des risques a été très bien documentée par l'organisme Indigenous Network on Economies and Trade, et plusieurs décisions de justice canadiennes reconnaissant le titre aborigène et la juridiction autochtone sur les terres ancestrales indiquent bien une incertitude quant au titre foncier.
https://a08637c9-0413-4126-9c38-2f405deeeb45.filesusr.com/ugd/934d11_4666c5875ffa4a0daf1281474788109d.pdf
Pour tous ces motifs, il est urgent que le groupe VINCI et ses filiales étrangères se désengagent de ces projets toxiques, climaticides, qui violent les droits de l'Homme et relèvent du monde d'hier.

Le CSIA-Nitassinan attire votre attention sur vos responsabilités en matière de droits humains et environnementaux. Pour ces peuples - ces familles -, les crimes d'ethnocide et d'écocide ne sont pas des concepts abstraits mais des menaces quotidiennes. Au-delà des problématiques qui affectent directement leurs territoires, les peuples autochtones nous rappellent également que le saccage de la Terre Mère impacte toutes les sociétés humaines.

Dans l'attente de votre retour, veuillez recevoir nos cordiales salutations.

Aurélie Journée-Duez
Présidente du CSIA-Nitassinan

L'Amazonie ou le déracinement du monde*

En juin 2019, le gouvernement français a annoncé que « la Montagne d'Or ne se ferait pas ». Cependant, le projet n'est pas réellement abandonné puisque la demande de prolongation de la concession de la compagnie Montagne d'Or est toujours en attente. La réforme du Code minier, qui devait initialement aboutir au printemps 2020, pourrait ainsi relancer le projet. Parallèlement, 360.000 ha (3.600 km²) ont été accordés à des entreprises minières sur le territoire guyanais.

Ces questions ont été abordées au Festival Climax* de Bordeaux du 6 au 8 septembre 2019, où le CSIA-Nitassinan était présent, aux côtés de nombreux délégué.e.s autochtones, dont nos partenaires Casey Camp, Daiara Tukano et la Jeunesse Autochtone de Guyane (JAG). À l'issue d'un émouvant discours, Clarisse Tauléwali da Silva, membre de la JAG, a directement interpellé le gouvernement quant à la situation des peuples autochtones en Guyane. Le soir-même, le Premier ministre Édouard Philippe, de passage en Aquitaine, rencontrait la JAG. Dans la journée, certain.e.s de ses représentant.e.s s'étaient entretenu.e.s avec le chef Raoni, invité d'honneur du Festival, qui avait alors affiché l'intention de se rendre prochainement en Guyane. À ce moment-là, le monde entier était encore sous le choc des images de la forêt amazonienne en flammes.

Dans un communiqué du 25 août 2019 (voir ci-dessous), le Grand Conseil Coutumier de Guyane se fait l'écho de la solidarité entre tous les peuples autochtones d'Amazonie, indépendamment des frontières administratives, et critique la duplicité du Président Macron dans sa réaction aux incendies.

Note * Pour plus d'informations : <https://climaxfestival.fr/conferences-2019/>



Photo: JAG

Amazonie, une forêt et des peuples

La solidarité amazonienne

Depuis plusieurs semaines les regards du monde entier sont tournés vers la forêt amazonienne. Cependant, il est souvent vite oublié, volontairement ou pas, que cette forêt est habitée, et gérée raisonnablement par les peuples autochtones depuis des millénaires. Le lien fraternel qui nous lie entre peuples Autochtones d'Amazonie transcende les frontières administratives. Depuis la Guyane, nous observons avec une grande tristesse les incendies qui ravagent notre forêt dans les différents pays. L'Amazonie est le territoire ancestral des peuples Amérindiens. L'Amazonie a servi de refuge au moment de la rébellion face au système esclavagiste. La forêt est bien plus qu'un ensemble d'arbres et d'animaux. Nous y avons, nous peuples Amérindiens et Bushinengé, un attachement particulier au niveau culturel, spirituel, économique, etc. Quand nous voyons les flammes, c'est tout cela qui brûle et c'est ce qui crée cette profonde compassion et solidarité avec les peuples et les communautés qui font directement face à ce drame.

Les responsables de la destruction

Le président brésilien Jair Bolsonaro a déclaré le 12 avril 1998 " Quel dommage que la cavalerie brésilienne ne soit pas montrée aussi efficace que les américains. Eux, ils ont exterminé leurs indiens ". Il est évident que ce personnage profondément raciste a une grande part de responsabilité, néanmoins le Grand Conseil Coutumier refuse de céder à la facilité et de personnifier le véritable problème qui est politique et économique et qui est soutenu par la majorité des dirigeants au niveau mondial. " Ce ne sont pas de simples

feux, c'est l'oeuvre du capitalisme " Le Brésil n'est pas le seul pays amazonien

touché par les flammes, l'Amazonie n'est pas la seule forêt en feu, en Afrique aussi la forêt brûle et les peuples et l'ensemble des êtres souffrent de cette destruction. Le feu n'est pas le seul danger qui menace ou qui détruit l'Amazonie. L'extractivisme a sa grande part de responsabilité. Et nous sommes dans l'étonnement face au positionnement du président Emmanuel Macron qui consiste à dénoncer la destruction de l'Amazonie brésilienne ou bolivienne mais qui parallèlement attribue 360 000 hectares de forêt aux multinationales minières, en Guyane, en Amazonie française.

Notre positionnement

Le Grand Conseil Coutumier a pour responsabilité de représenter et défendre les intérêts des peuples Amérindiens et Bushinengé de Guyane. Nous tenons à réaffirmer notre solidarité avec les peuples directement touchés par ces incendies et nous demandons à la population de prendre enfin conscience de l'importance de la forêt. Nous avons refusé de co-signer la tribune de madame la ministre Annick Girardin car il manque des engagements au niveau de la reconnaissance des droits des peuples autochtones et leur rôle dans la préservation de la biodiversité. Nous soutenons sa proposition d'augmenter les fonds alloués par l'Union européenne sur le développement de l'Amazonie mais la participation pleine des peuples autochtones à sa gestion doit être garantie. Nous soutenons sa proposition de

créer un fonds international pour l'Amazonie mais qui devra être directement géré en Amazonie par les peuples autochtones et les communautés.

Nous notons les engagements du président de la République Emmanuel Macron "d'associer les peuples autochtones", néanmoins cela doit se traduire par la participation pleine des peuples autochtones à l'ensemble des décisions concernant la Guyane et l'Amazonie, donc le renforcement du Grand Conseil Coutumier en instance décisionnaire avec de véritables moyens de fonctionnement. Nous demandons une nouvelle fois au gouvernement français de ratifier la Convention 169 de l'OIT afin de reconnaître véritablement le droit des Peuples Autochtones. Pour finir, l'Amazonie est bien plus qu'une forêt, c'est notre "chez-nous", elle est vivante et elle est en train de mourir, par l'action de l'homme. Ensemble changeons le destin de notre planète et ayons le courage de prendre des virages pour l'avenir et pour l'espoir.

Grand Conseil Coutumier des Peuples Amérindiens et Bushinengé



Le message du chef Arvol Looking Horse

Lors de son passage à Paris, le chef Arvol Looking Horse, dix-neuvième gardien de la Pipe Sacrée de la Femme Bison Blanc des Lakota, guide spirituel sur la réserve de Standing Rock pendant la résistance contre l'oléoduc DAPL et Fondateur du World Peace and Prayer Day, s'est adressé à une assemblée de 150 personnes sur le thème "Restaurer le cercle sacré, guérir la Terre-Mère, c'est se guérir soi-même".



Photo. Christine Prat

Le 15 novembre dernier, le chef Arvol Looking Horse et sa femme Paula Horn, à Paris en compagnie de leurs enfants et petits-enfants, ont rencontré un large auditoire rassemblé salle Jean Dame pour écouter le message d'unité qu'ils transmettent inlassablement à travers le monde depuis de nombreuses années.

Le CSIA avait été contacté afin d'organiser cette soirée dont le but était de récolter des fonds (1) pour soutenir leurs actions. C'est la seconde fois que le CSIA a l'honneur et le plaisir d'accueillir Arvol et Paula, 14 ans après leur première visite, en février 2005 (2).

Arvol a pris la parole après la diffusion du court-métrage de 10 minutes *One Prayer* (2017), qui met en perspective sa vie et sa mission. Le début du film rappelle en Lakota la venue de la Femme Esprit Bison Blanc qui, en des temps terribles de famine, avait apporté au peuple la Pipe et les Sept Rites Sacrés. Elle avait également annoncé son retour en d'autres temps difficiles, et de fait un bison blanc est né dans le Wisconsin en 1994, alors que s'enchaînaient Guerre du Golf et catastrophes climatiques.

A l'écran, Arvol raconte ensuite qu'il a été désigné par sa grand-mère, à l'âge de 12 ans, comme dix-neuvième – et peut-être ultime - gardien de la Pipe Sacrée, si les hommes ne se ressaisissent pas. Mais ce n'est qu'après un grave accident de rodéo qu'il a entendu le message spirituel de sa mission et a décidé d'y consacrer toute sa vie.

Le film revient sur le massacre de Wounded Knee en 1890, quand la bande du chef Big Foot, son arrière-arrière-grand-père, a été décimée par l'armée et le Cercle de la Nation brisé. Il évoque les chevauchées spirituelles menées dans les années 1980-90, au cœur de l'hiver, pour restaurer le Cercle Sacré et « sécher les larmes », et pour que cessent les massacres sur la planète.

Mais la Terre-Mère a de la fièvre. L'homme n'a plus aucun respect, des sites sacrés sont détruits partout. Arvol évoque alors les anciennes prophéties qui annonçaient l'imminence d'une catastrophe mondiale quand un « serpent noir » couvrirait la Terre. Il est aujourd'hui matérialisé par les oléoducs qui menacent les écosystèmes et les ressources en eau potable.

« Nous devons nous reconnecter au spirituel. La Terre-Mère est un Esprit. La Terre-Mère est une source, pas une ressource ». La fin du film se déroule à la Réunion Mondiale des leaders spirituels à l'ONU où Arvol fait campagne afin que le 21 juin soit déclaré Journée Mondiale de la Paix et de la Prière, ou Journée d'Hommage aux Sites Sacrés. Il en appelle aux gens du monde entier à se rassembler dans la prière afin d'opérer une transformation spirituelle qui aboutira à la guérison de la Terre-Mère.

« Toutes les nations, toutes les religions, une seule prière. »

Après le film, Arvol développe un discours spirituel imprégné de culture lakota. Il se présente dans sa langue maternelle, précisant à plusieurs reprises que « notre langue sacrée » est

très différente de l'anglais et traduit une autre façon d'être au monde.

Elevé dans la tradition, il a été instruit des connaissances ancestrales concernant le Soleil, la Lune, la Terre, la Nation des Etoiles et leur influence sur la Terre-Mère et les sites sacrés. « Nous venons des Etoiles et quand nous quittons cette vie, nous retournons au monde spirituel. Cette coiffe de plumes n'est pas un insigne guerrier, c'est une coiffe spirituelle que nous portons quand nous prenons la parole au nom de notre nation, toujours vivante sur notre territoire en tant que Première Nation ». La loi de 1978 sur la Liberté de religion a levé l'interdit sur les pratiques religieuses autochtones, « mais pour nous, c'est différent, nous disons que c'est notre mode de vie ». Il poursuit sur le caractère sacré de la naissance, l'équilibre traditionnel entre le féminin et le masculin, et sur la connexion spirituelle au tipi, vortex d'énergie.

« Nous venons du cœur de la Terre, les Black Hills, sur notre territoire dans le Dakota du Sud. C'est là où nous faisons nos cérémonies, c'est là où nous avons un message à transmettre au monde ». Il évoque les nombreuses cérémonies saisonnières et en particulier celle qui a lieu tous les 21 juin à Mato Tipila (Bear Butte), que les Américains nomment Devil's Tower (la Tour du Diable). Les tribus ont engagé des démarches pour rétablir le nom spirituel de Mato Tipila, ce lieu sacré où la Femme Bison Blanc a offert au peuple la Chanunpa Sacrée. Autrefois tous les cours d'eau avaient un nom spirituel. Selon le mythe de création lakota, la Nation des Rochers est l'esprit premier. Le second esprit est l'Eau porteuse de vie, *Mni Wiconi*. Arvol revient sur la résistance contre le DAPL quand, à l'occasion d'une cérémonie, il a raconté la prophétie de Thashunka Witko (Crazy Horse). Dans les Black Hills, celui-ci a eu la vision d'un futur de plus en plus terrible ; puis il a vu l'Arbre de Vie, sous lequel se tenaient toutes les nations réunies en une seule. Pour Arvol, le temps est venu où *Mni Wiconi* devient noire. Déjà, quand les barrages (3)

ont été construits sur les rivières sacrées, entravant leur écoulement spirituel, le peuple a prédit la mort prématurée des jeunes.

Après le récit de l'histoire de Pte San Win, Arvol conclut sur la naissance du bison blanc en 1994 et annonce d'autres naissances semblables. « C'est la façon dont notre mère la Terre s'adresse à nous. Nous transmettons ce message au monde. Nous sommes à un carrefour. Soit nous ferons face aux maladies, aux virus et aux larmes de nos proches, soit nous nous unissons spirituellement en tant que communauté globale ».

Paula a conclu la soirée. C'est elle qui, parmi de nombreuses responsabilités communautaires, est en charge de l'organisation de la *Journée mondiale pour la paix et la prière*, fondée en 1995 (4), et qui a lieu chaque année autour de sites sacrés dans le monde entier. Au fil des générations, les peuples traditionnels ont honoré leurs sites sacrés afin d'entretenir les liens spirituels qui les unissent à la Terre-Mère. Le solstice d'été est un moment puissant pour mener des cérémonies de guérison pour les dons de *Mother Earth*. L'objectif est plus largement de soutenir les peuples autochtones à travers le monde afin de protéger leurs terres, leurs droits, leurs langues, leurs cérémonies et leurs savoirs. Le rendez-vous de 2020 pourrait avoir lieu à Montréal (5), mais tous peuvent mener des cérémonies simultanément sur leurs propres sites et selon leurs rituels.

Transcriptions :

Valérie Buchalet / Christine Prat
Synthèse : Catherine Jeyakumar

Notes

1. Le montant des entrées à participation libre, soit 1 000€, a été intégralement remis à Paula Horn et Arvol Looking Horse.

2. Voir LN n°28, p.12-13.

3. Notamment le barrage du lac Oahe sur le Missouri, qui a entraîné la submersion de communautés et de terres cultivées sur les réserves de Standing Rock et Cheyenne River dans les années 60. Dans le film *Warrior Women*, *Madonna Thunder Hawk* raconte comment cette exaction coloniale aux conséquences tragiques pour son peuple a été à l'origine de son engagement militant.

4. Voir Nitassinan n°44, p.31-32 et n°45, p.31.

5. Les informations actualisées seront sur le site officiel :

<http://worldpeaceandprayer.com/>

Ce qu'écouter signifie à l'heure de la crise climatique

Ce texte du 18 septembre 2019 présente les réflexions de Tara Houska sur les paroles des aînés. Anishinaabe, membre de la nation Couchiching, Tara Houska est avocate tribale, fondatrice du collectif en première ligne Ginew, et ancienne conseillère autochtone de Bernie Sanders. Elle vit dans un camp de résistance dans le nord du Minnesota, où elle milite pour les droits autochtones et pour la protection de l'environnement. Elle était l'une de nos invités à la Journée Internationale de Solidarité de 2017. Elle devait être de nouveau avec nous en septembre prochain au Festival America à Vincennes, mais ce dernier a été repoussé d'un an à cause de la crise sanitaire.

Les doigts de Koko parcourent les feuilles de tabac que je lui tends, en quête d'une réponse. Le soleil de l'après-midi fait apparaître des lignes sur ses joues. Je l'ai interrogée sur *ginew*, l'aigle royal qui vole entre le monde des vivants et le monde des esprits au-delà du voile.

En réponse, elle parle d'abord du riz sauvage, la plante sacrée intrinsèque à notre identité en tant que peuple anishinaabe. Nous venons de récolter le riz dans des canoës, en prenant soin de battre les grains comme nous le faisons depuis des millénaires. Trente livres de riz brut se tiennent à quelques mètres de nous, dans l'attente du travail à venir.

« Les changements sont plus rapides », dit-elle. « Les vers mangent le riz avant qu'il ne soit prêt à être récolté. Il y a beaucoup de changements dans la forêt, trop nombreux pour les suivre. Trop peu de monde écoute. Peut-être qu'ils ont oublié comment faire ».

J'ai appris à analyser soigneusement les paroles des aînés, en suivant depuis des années les méthodes traditionnelles, à prendre le temps de révéler la sagesse qui se cache derrière chaque mot. Les mots ne sont pas des sons vides, que l'on peut sacrifier ou manipuler, dans les cultures autochtones. Pendant plus d'un an, j'ai songé aux paroles de Koko, à ce que signifie oublier d'entendre la Terre qui nous entoure. Qu'arrive-t-il à un être vivant lorsqu'il ne se souvient plus comment communiquer avec sa mère ? Quelle est l'histoire et qui en est le conteur ?

Les histoires émeuvent les corps, les esprits et les corps. Leur contenu et leur orateur sont inhérents à l'idée partagée. Ça semble simple, vraiment. Pourtant, à l'échelle mondiale et locale, les voix qui sembleraient les plus critiques à entendre font largement défaut.



Photo: D.R.

Le changement climatique ravage notre monde commun, mais les voix qui s'élèvent ne sont pas celles des réfugiés climatiques ou des défenseurs de la Terre en première ligne. Nous n'entendons que rarement les voix des peuples autochtones, ceux qui détiennent 80% de la biodiversité qui subsiste dans le monde.

Mon peuple est le gardien du sacré

Mon peuple est le gardien du sacré – des derniers beaux endroits, des riches écosystèmes et de la terre saine qui reste. Le fait que 80% de la biodiversité subsiste dans le monde n'est pas le fruit du hasard. Lorsque les systèmes de valeurs traditionnels sont imbriqués dans le monde vivant, l'intendance, la durabilité, les droits de la nature et ceux à venir ne sont que des modes de vie. Certes, la colonisation a fait de son mieux pour effacer ces valeurs de notre existence, mais beaucoup d'entre nous s'y accrochent, ou les revitalisent et les défendent.

Mais c'est ce que nous faisons dans un environnement globalisé où le

capitalisme extrême extrait la force de travail et les ressources des masses au profit d'une minorité. Ce schéma se poursuit dans le monde du mouvement pour le climat, où quelques organisations et leaders d'opinions monopolisent l'espace alors que des communautés non-entendues, de couleur ou pauvres en capital, subissent les conséquences réelles d'une catastrophe climatique qui prend la forme d'une attaque quotidienne et disparate, pour être parfois amenées à la dernière minute sur un plateau télé ou pour siéger à un conseil d'administration à un poste qui n'a que peu de poids.

Je ne suis supposément pas surprise de voir vers qui la société occidentalise se tourne pour gouverner et trouver des solutions en cette période. Cela reflète les principaux systèmes de gouvernance que les sociétés colonisées ont établis. Pendant ce temps, les lignes de front de la résistance se sont rassemblées en un fonds de caution pour le dernier protecteur de l'eau emprisonné pour avoir essayé d'empêcher un bulldozer de détruire un lieu sacré, tandis qu'une autre association largement eurocentrée surgit pour faire face à un gouvernement eurocentrique avec des manifestations, des sit-in et un budget conséquent.

Une matriarche anonyme parle de connexion et d'intendance, alors qu'une foule essuie momentanément des larmes romantiques et poste son discours sur les réseaux sociaux avec un lien vers les dernières statistiques climatiques. Ses paroles vous touchent le cœur, mais ne donnent pas de solution prête-à-consommer. Pour mettre ses mots en pratique, il serait d'abord nécessaire que l'esprit de l'auditeur leur donne de la crédibilité et une considération de fond. Les statistiques détiennent les réponses dont nous avons besoin. C'est du moins ce qu'on nous enseigne.

Les valeurs occidentales nous disent de regarder vers le haut, jamais vers le bas ou sur le côté. On nous apprend à chercher une réponse ou un bouc-émissaire faciles. Ce n'est pas nous, il faut arrêter le méchant Bolsonaro, ou pousser des membres du Congrès à trouver une solution. Pour arrêter ce qu'il y a de mauvais, nous devons trouver la source du soi-disant pouvoir. Nous devons croire qu'une personne est plus puissante qu'une autre, qu'une poignée de personnes peut faire ou détruire l'humanité.

Prendre le temps de se connecter profondément et irrévocablement à la terre peut prendre toute une vie.

Mais le pouvoir est dans la Terre. La Terre résistera, avec ou sans nous. La source de pouvoir critique à ce problème climatique né des mains de l'homme est le peuple.

Organiser une communauté est une tâche difficile. S'éduquer et écouter est un effort qui change une vie, et est souvent empreint de traumatismes, tant pour celui qui apprend que pour celui qui enseigne. Prendre le temps de se connecter profondément et irrévocablement à la Terre peut prendre toute une vie, mais la plupart d'entre nous a besoin de le faire et beaucoup plus rapidement. Regarder une personne, la regarder vraiment comme un être humain sans auto-projection ni arrière-pensée, exige une guérison et une responsabilité personnelles.

Le développement de la responsabilisation personnelle est souvent la tâche la plus difficile à accomplir – réduire son empreinte carbone est une chose, mais en finir avec les privilèges, les préjugés, l'égo, la douleur et l'intérêt privé en est une autre.

Nous vivons à une époque où la planète brûle littéralement autour de nous, où les glaciers fondent rapidement et Mère Nature nous gifle désastre après désastre. En quoi est-ce logique de continuer ensuite à utiliser les mêmes modèles qui nous ont amenés ici pour gagner maintenant le combat de nos vies ? Que les histoires et les solutions de ceux qui se trouvent en première ligne de la plus grande menace qui pèse sur l'humanité soient totalement absentes, ou racontées par quelqu'un d'autre, semble plus que mauvais, c'est destructeur.

L'authenticité est une chose. L'efficacité en est une autre. Les voix sont là, si nous écoutons. La voix oubliée de notre mère, et notre survie partagée, attendent dans les ailes.

Source : <https://lithub.com/what-listening-means-in-a-time-of-climate-crisis/>

Traduction : Aurélie Journée-Duez

COVID-19 / Libérons Leonard Peltier !

Campagne lancée aux États-Unis par l'ILPDC, dont le CSIA-Nitassinan / Groupe de soutien à Leonard Peltier est le relais en France. Elle est soutenue également par Amnesty International. Tou.te.s ensemble faisons en sorte que Leonard Peltier soit libéré face aux risques accrus pour sa santé que laisse courir l'exposition au COVID-19 dans sa prison.

Eu égard aux dispositions de la loi CARES visant à réduire le risque pour la santé des prisonniers, en réponse à la pandémie COVID-19, le procureur général des États-Unis a délégué au directeur du Bureau des prisons le pouvoir de libérer certains prisonniers vulnérables pour les placer en détention à domicile. Actuellement, le processus d'identification des candidats susceptibles à l'assignation à domicile n'a pas été consolidé, mais nous pensons qu'il pourrait être utile d'écrire au directeur du BOP et au directeur régional du Sud-Est pour demander que Leonard soit immédiatement pris en considération et transféré dans sa maison de la réserve de Turtle Mountain, dans le Dakota du Nord. Faites remarquer que Leonard est un ancien et qu'il est en danger à cause du COVID-19, en mentionnant par exemple : « M. Peltier a 75 ans et est en très mauvaise santé ; son seul désir est de rentrer chez lui dans la réserve amérindienne de Turtle Mountain et de vivre le reste de ses années entouré de sa famille ».

Vos lettres doivent être adressées à :

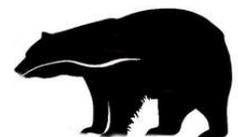
Michael Carvajal
Directeur du BOP
320 First Street NW
Washington, DC 20534, USA

Plus d'infos sur <http://www.csia-nitassinan.org/spip.php?article/123>

La Lettre de Nitassinan n°74
juin 2019 / juin 2020
ISSN : 1957-519X

CSIA-Nitassinan
21^{er} rue Voltaire, 75011 Paris
tél. +33-1-43 73 05 80
info@csia-nitassinan.org
www.csia-nitassinan.org

Ont participé à la rédaction de ce numéro :
M. Bernard, L. Bouzidi, S. Duez-
Alesandrini, P. Grégis, C. Jeyakumar, A.
Journée-Duez, E. Patrouilleau, C. Prat



WWW.INDIGENOUSACTION.ORG

**NINIJI'
BIK'Í'SÍNÍKTXI'!**

**HANIJI' BIK'É'ÉSTXIGO ÉÍ DÍI CH'OSH
DOOYIT'ÍINII KWÍYÓ SIN.**

**DIKOS NTSAAÍGÍI-NÁHÁST'ÉITS'ÁADAH
HELP STOP THE SPREAD OF COVID-19**

WWW.NAVAJOHOPI SOLIDARITY.ORG